



Budget supplémentaire des dépenses (A) 2019-2020

Pour
l'exercice se terminant
le 31 mars 2020

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada,
représentée par le président du Conseil du Trésor, 2019
Publié par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
90 rue Elgin, Ottawa, Ontario, K1A 0R5, Canada

No de catalogue : BT31-2/1F-PDF
ISSN : 1702-515X

Ce document est disponible sur Canada.ca, le site Web du gouvernement du Canada.

Ce document est disponible en médias substitués sur demande.

Nota : Pour ne pas alourdir le texte français, le masculin est utilisé
pour désigner tant les hommes que les femmes.

Also available in English under the title: Supplementary Estimates (A), 2019–20

À moins d'indication contraire, l'information que renferme cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais ou autre permission du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT), pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, que le SCT soit mentionné comme l'organisation source, et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec le SCT ou avec son consentement.

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2019-2020

Pour
l'exercice se terminant
le 31 mars 2020

BUDGET DES DÉPENSES 2019-2020

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2019-2020

Introduction

Le présent budget supplémentaire des dépenses est composé de six sections distinctes :

- **Faits saillants du présent budget des dépenses**, notamment l'incidence globale de ces dépenses sur le plan des dépenses du gouvernement et les crédits autorisés pour l'exercice;
- **Renseignements généraux** concernant le processus du budget des dépenses et la façon d'utiliser ce document;
- **Principaux sommaires** des crédits présentés dans le présent budget des dépenses en vue de l'approbation du Parlement ou à titre d'information, les principaux postes et les initiatives horizontales;
- **Détails par organisation** portant sur les crédits votés demandés dans le cadre du présent budget des dépenses, ainsi que les mises à jour des prévisions législatives;
- **Annexe – Postes devant être inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits**;
- **Renseignements supplémentaires** disponibles en ligne sur les crédits votés et les crédits législatifs.

Faits saillants du présent budget des dépenses

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2019-2020 vise à demander l'approbation du Parlement pour de nouvelles dépenses votées d'un montant de 4,9 milliards de dollars. La majorité de ces nouvelles dépenses sont affectées aux éléments suivants :

- services axés sur la demande pour les anciens combattants;
- aide internationale;
- rajustements à la rémunération;
- projets d'immobilisations du ministère de la Défense nationale et de la Garde côtière canadienne;
- migration de la charge de travail et l'architecture en nuage;
- incitatifs pour l'achat de véhicules zéro émission.

Dans l'ensemble, les besoins de financement pour les 10 principaux organismes représentent environ 81 % des 4,9 milliards de dollars de dépenses votées demandées dans le présent budget. Parmi ces 10 organismes, les 5 organismes ci-dessous demandent plus de 350 millions de dollars à l'appui de leurs priorités :

- le ministère des Anciens Combattants (857,4 millions de dollars);
- le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (565,5 millions de dollars);
- le Secrétariat du Conseil du Trésor (526,4 millions de dollars);
- le ministère de la Défense nationale (427,2 millions de dollars);
- le ministère des Pêches et des Océans (355,9 millions de dollars).

Les dépenses prévues qui figurent au tableau A2.11 du budget fédéral de 2019 sont inscrites au budget principal des dépenses des organisations pour 2019-2020 dans les crédits d'exécution du budget propres à chaque mesure budgétaire. Il est fait état en ligne des affectations provenant de ces crédits et une mise à jour est effectuée mensuellement.

Le présent budget des dépenses indique, à titre d'information, les changements apportés aux dépenses législatives prévues. L'augmentation de 88,0 millions de dollars des dépenses budgétaires est attribuable aux régimes d'avantages sociaux des employés.

Renseignements généraux

Avant de dépenser des fonds publics, le gouvernement doit obtenir l'autorisation du Parlement, soit au moyen de lois adoptées auparavant qui accordent une autorisation permanente, soit au moyen d'un projet de loi de crédits annuel déposé et adopté au Parlement. Comme pour les autres projets de loi, les projets de loi de crédits deviennent des lois une fois qu'ils ont été approuvés par la Chambre des communes et le Sénat et qu'ils ont reçu la sanction royale.

Pour appuyer l'examen des projets de loi par le Parlement, le président du Conseil du Trésor dépose au Parlement, avant la présentation de chacun des projets de loi de crédits, un document du budget des dépenses (budget provisoire, budget principal ou budget supplémentaire) qui fournit des renseignements et des détails sur les autorisations de dépenses demandées.

Le budget principal des dépenses fournit un aperçu des besoins en matière de dépenses pour l'exercice à venir, et le budget supplémentaire des dépenses présente de l'information sur les besoins supplémentaires en matière des dépenses qui n'étaient pas suffisamment étoffées au moment du dépôt du budget principal des dépenses ou encore qui ont été peaufinées par la suite pour prendre en compte les changements apportés à des programmes ou à des services particuliers.

Le présent Budget supplémentaire des dépenses (A) 2019-2020 est le premier des deux budgets supplémentaires des dépenses prévus pour l'exercice en cours.

Dans le cadre de cet exercice, le président du Conseil du Trésor dépose un document au Parlement qui comprend :

- un sommaire des besoins financiers supplémentaires du gouvernement;
- un aperçu des principales demandes de financement et des initiatives horizontales;
- les faits saillants des nouveaux besoins en matière de crédits et des changements de structure;
- les détails sur le financement par organisation;
- une annexe proposée au projet de loi de crédits devant être approuvé par le Parlement.

En plus du document déposé, les renseignements supplémentaires suivants sont également accessibles en ligne :

- une liste détaillée des postes législatifs inscrits au budget des dépenses;
- une répartition détaillée des dépenses prévues par article courant de dépense, comme le personnel, les services professionnels et les paiements de transfert;
- les dépenses prévues par programme ou objet selon le cadre de rapport ministériel de l'organisation;
- les affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor;
- une liste des transferts entre organisations.

La terminologie qui suit est utilisée dans l'ensemble du document :

- les **dépenses réelles 2017-2018** désignent les dépenses réelles publiées dans les Comptes publics de 2018;
- le **budget des dépenses à ce jour 2018-2019** comprend le montant total des besoins inscrits dans le budget principal des dépenses et les budgets supplémentaires des dépenses (A) et (B) de l'exercice visé;
- les **autorisations à ce jour** comprennent les montants inscrits dans les budgets des dépenses précédents de l'exercice en cours, les autorisations sur deux ans, et les affectations des crédits gérés par le Conseil du Trésor;
- le **présent budget supplémentaire des dépenses** renvoie aux exigences inscrites dans le budget supplémentaire des dépenses (A);
- les **autorisations proposées** sont la somme de tous les montants inscrits dans les budgets des dépenses de l'exercice en cours, les autorisations sur deux ans, et les affectations des crédits gérés par le Conseil du Trésor;
- les **dépenses budgétaires** incluent les frais de la dette publique, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert aux autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État;
- les **dépenses non budgétaires**, ou les prêts, placements et avances, sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement. Les montants négatifs indiquent que les recouvrements sont supérieurs aux dépenses;
- les **crédits votés** sont ceux qui doivent être autorisés par le Parlement en vertu d'un projet de loi de crédits;
- les **postes législatifs** sont ceux qui sont autorisés par le Parlement par l'entremise d'une loi autre qu'une loi de crédits et dont les prévisions sont présentées à titre d'information pour le Parlement.

Sommaire du budget des dépenses

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2019-2020 présente des renseignements à l'appui des dépenses budgétaires votées de 4,9 milliards de dollars, pour un total de 131,3 milliards de dollars en 2019-2020. Il s'agit d'une augmentation de 3,8 % par rapport aux autorisations à ce jour.

Comparaison des autorisations proposées, des budgets des dépenses et des dépenses réelles

	Budget des dépenses 2019-2020				
	Dépenses réelles 2017-2018	Budget des dépenses à ce jour 2018-2019	Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Dépenses budgétaires					
Crédits votés	103 688 179 872	122 906 410 240	126 476 760 344	4 855 257 827	131 332 018 171
Postes législatifs	157 642 212 739	167 337 574 133	174 306 344 145	87 994 155	174 394 338 300
Total des dépenses budgétaires	261 330 392 611	290 243 984 373	300 783 104 489	4 943 251 982	305 726 356 471
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés	42 623 154	71 103 005	57 103 001	.....	57 103 001
Postes législatifs	43 169 672 174	1 250 414 793	2 097 008 729	.....	2 097 008 729
Total des dépenses non budgétaires	43 212 295 328	1 321 517 798	2 154 111 730	.....	2 154 111 730

Nota : Les autorisations à ce jour et les autorisations proposées comprennent des autorisations sur deux ans de 865 622 365 de dollars destinées à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence du revenu du Canada et à l'Agence Parcs Canada. Ces trois organismes sont autorisés à reporter à 2019-2020 les fonds approuvés en 2018-2019. Le tableau qui suit (les budgets supplémentaires dans le cadre du budget des dépenses) ne tient compte que des budgets des dépenses de 2019-2020 et ainsi exclut les autorisations reportées sur deux ans.

Budget des dépenses à ce jour pour 2019-2020

Deux budgets des dépenses ont été présentés antérieurement pour 2019-2020. Le Budget provisoire des dépenses 2019-2020 a été déposé le 28 janvier 2019 et présentait 37,7 milliards de dollars en dépenses budgétaires votées et 14,3 millions de dollars en prêts, placements et avances.

Le Budget principal des dépenses 2019-2020, déposé le 11 avril 2019, visait à obtenir l'autorisation du Parlement pour des crédits annuels afin de dépenser 125,6 milliards de dollars en dépenses budgétaires votées et 57,1 millions de dollars en dépenses non budgétaires votées. Le Budget principal des dépenses 2019-2020 présentait également des renseignements au sujet des montants législatifs de 174,0 milliards de dollars en dépenses budgétaires et 2,1 milliards de dollars en prêts, placements et avances. Les montants indiqués comprenaient les montants déjà inscrits dans le budget provisoire des dépenses, mais ne s'y ajoutaient pas.

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2019-2020 fournit des renseignements à l'appui de 4,9 milliards de dollars en dépenses budgétaires votées. Des renseignements sont également présentés sur l'augmentation des dépenses législatives de 88,0 millions de dollars.

Lois de crédits en 2019-2020

La *Loi de crédits no 1 pour 2019-2020* a reçu la sanction royale le 22 mars 2019 et a fourni des crédits provisoires aux organisations tributaires de crédits pour répondre à leurs besoins jusqu'à la fin juin 2019.

La *Loi de crédits no 2 pour 2019-2020* a reçu la sanction royale le 21 juin 2019 et a fourni des crédits pour le solde des dépenses prévues présentées dans le Budget principal des dépenses 2019-2020.

En décembre 2019, le président du Conseil du Trésor présentera un projet de loi visant à approuver le financement dans le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2019-2020.

Les budgets supplémentaires dans le cadre du budget des dépenses

	Budget des dépenses 2019-2020			Total
	Budget principal	Budget supplémentaire		
		A	B	
	(dollars)			
Dépenses budgétaires				
Crédits votés	125 611 137 979	4 855 257 827	.....	130 466 395 806
Postes législatifs	174 031 508 717	87 994 155	.....	174 119 502 872
Total des dépenses budgétaires	299 642 646 696	4 943 251 982	.....	304 585 898 678
Dépenses non budgétaires				
Crédits votés	57 103 001	.....	.....	57 103 001
Postes législatifs	2 097 008 729	.....	.....	2 097 008 729
Total des dépenses non budgétaires	2 154 111 730	.....	.....	2 154 111 730

Principaux postes

La section qui suit présente, aux fins de l'approbation par le Parlement, un aperçu des principaux postes financés par des crédits votés, figurant dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Ministère des Anciens Combattants : 676,9 millions de dollars

Fonds pour les programmes et les services axés sur la demande qui offrent un soutien aux anciens combattants admissibles et à leurs familles

Le ministère offre plusieurs programmes de prestations d'invalidité, d'avantages financiers, de soins de santé et de soutien à la réadaptation aux membres admissibles des Forces armées canadiennes, aux anciens combattants et à leurs familles. Les fonds demandés financeront les augmentations dans certains programmes découlant principalement de l'augmentation du nombre d'anciens combattants accédant aux programmes de soutien.

Secrétariat du Conseil du Trésor : 466,7 millions de dollars

Fonds pour les rajustements à la rémunération – Virements aux ministères et aux organismes pour des rajustements salariaux négociés

Ces fonds indemniseront les ministères, les organismes et les sociétés d'État tributaires de crédits parlementaires pour les répercussions des conventions collectives et d'autres rajustements connexes apportés aux modalités de service ou d'emploi. Les coûts découlent des ententes signées entre le 1er avril et le 18 octobre 2019.

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement : 296,0 millions de dollars

Fonds pour aider les pays en développement à lutter contre les effets des changements climatiques

En novembre 2015, le Canada a annoncé une contribution de 2,65 milliards de dollars pour aider les pays en voie de développement à lutter contre les changements climatiques, sur cinq ans. Les fonds de ce budget des dépenses seront utilisés pour contribuer au Fonds international de développement agricole et à la Banque mondiale, laquelle mettra sur pied l'installation canadienne pour l'énergie propre et les forêts.

Services partagés Canada : 197,2 millions de dollars

Fonds pour les programmes de la migration de la charge de travail et de l'architecture en nuage

Ces fonds appuieront la migration de 12 centres de données existants vers des centres de données intégrés, ainsi que les activités pour appuyer la mise sur pied et l'adoption de services infonuagiques.

Ministère de la Défense nationale : 176,9 millions de dollars

Fonds pour soutenir et moderniser le parc de véhicules blindés de soutien au combat pour les Forces armées canadiennes

Le ministère achètera 360 véhicules blindés de soutien au combat, en huit versions, pour remplir divers rôles, tels que des ambulances, la récupération de véhicules, les travaux de génie, un atelier mobile de réparation, la guerre électronique, le transport de troupes et les postes de commandement. La livraison des premiers véhicules est prévue pour la fin de 2020; les derniers véhicules seront livrés en 2025.

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement : 175,6 millions de dollars

Fonds pour le compte de crises en vertu du mécanisme de décaissement rapide du compte de crise de l'enveloppe d'aide internationale

Ces fonds serviront à fournir de l'aide humanitaire en cas de crises internationales graves telles que les catastrophes naturelles, les crises alimentaires, les conflits, les bouleversements politiques, l'intensification soudaine d'une crise de moindre importance et d'autres événements imprévus. Le ministère se fonde sur les appels annuels des organismes des Nations Unies, du Mouvement de la Croix-Rouge et des organisations non gouvernementales canadiennes et internationales pour faire des recommandations de financement en réponse aux situations d'urgence complexes dans le monde.

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord, ministère des Pêches et des Océans, et Agence Parcs Canada : 171,0 millions de dollars

Fonds pour faire avancer la réconciliation concernant les enjeux de droits ancestraux et des pêches

Ces fonds serviront à mettre en œuvre des ententes, notamment concernant l'acquisition de bateaux et d'engins de pêche, ce qui permettra d'accroître la participation des Autochtones dans le secteur des pêches, et à répondre aux priorités des communautés et soutenir la récolte traditionnelle.

Ministère des Transports : 165,5 millions de dollars

Fonds pour le programme de véhicules zéro émission

Ces fonds seront utilisés pour inciter les consommateurs à acheter ou à louer des véhicules électriques à batterie ou des véhicules à pile à hydrogène.

Modifications apportées à la structure gouvernementale et aux autorisations depuis le Budget principal des dépenses 2019-2020

Les modifications apportées à la structure gouvernementale ci-dessous sont entrées en vigueur depuis la publication du Budget principal des dépenses 2019-2020 :

- l'Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité a été créée et la ministre de l'Emploi et du Développement social a été nommée ministre compétente aux fins de la *Loi sur la gestion des finances publiques (Loi canadienne sur l'accessibilité)* et décrets C.P. 2019-1042 et 2019-1044);
- la Régie de l'énergie du Canada a été créée et le ministre des Ressources naturelles a été nommé ministre compétent aux fins de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, et les crédits non utilisés pour l'Office national de l'énergie ont été considérés comme étant affectés à la Régie (*Loi sur la Régie canadienne de l'énergie* et décrets C.P. 2019-1054 et 2019-1186);
- le Centre de la sécurité des télécommunications a été rétabli et a remplacé l'organisation existante du même nom (*Loi sur le Centre de la sécurité des télécommunications* et décret C.P. 2019-1091);
- le ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord a été créé et la ministre des Relations Couronne-Autochtones a été nommée ministre compétente aux fins de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, et les crédits non utilisés du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien ont été considérés comme étant affectés au nouveau ministère (*Loi sur le ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord*);
- le ministère des Services aux Autochtones a supprimé le mot « Canada » de son appellation légale (*Loi sur le ministère des Services aux Autochtones*);
- l'Agence canadienne d'évaluation environnementale est devenue l'Agence d'évaluation d'impact du Canada (*Loi sur l'évaluation d'impact* et décret C.P. 2019-1186);
- le Secrétariat de l'office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement a été créé et le premier ministre a été nommé ministre compétent aux fins de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Les crédits non utilisés du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité ont été considérés comme étant affectés au nouveau Secrétariat (*Loi sur l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement* et décret C.P. 2019-1088);
- le Bureau du commissaire au renseignement a été créé et le ministre de la Défense nationale a été désigné comme ministre compétent aux fins de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Les crédits non utilisés pour le Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications ont été considérés comme étant affectés au nouveau Bureau (*Loi sur le commissaire au renseignement* et décret C.P. 2019-1088);
- le commissaire aux élections fédérales a été transféré au Bureau du directeur général des élections et les crédits non utilisés ont été considérés comme étant affectés au Bureau du directeur général des élections (*Loi sur la modernisation des élections*);
- des parties de l'administration publique fédérale ont été transférées au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord et au ministère des Services aux Autochtones (décret C.P. 2019-1109);
- les responsabilités des appels interjetés en vertu des parties II ou III du *Code canadien du travail*, les pouvoirs et les fonctions de la ministre du Travail en vertu des articles 242, 251.11 et 251.12 du *Code canadien du travail*, ainsi que les appels interjetés en vertu des articles 14 à 20 de la *Loi sur le Programme de protection des salariés* ont été transférés du ministère de l'Emploi et du Développement social au Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs (*Loi no 1 d'exécution du budget de 2017* et décret C.P. 2019-1110).

Budget des dépenses par organisation

Au total, 126 organisations sont présentées dans le budget des dépenses 2019-2020. De ces organisations, 39 ont défini des besoins additionnels dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2017-2018	Budget des dépenses à ce jour 2018-2019	Budget des dépenses 2019-2020		
			Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Budgétaire					
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	723 429 207	622 196 268	875 160 294	23 110 960	898 271 254
Administration du pipe-line du Nord	5 541 166	493 880	1 084 070	.....	1 084 070
Agence canadienne d'évaluation d'impact	39 822 160	54 494 904	75 611 127	.....	75 611 127
Agence canadienne d'inspection des aliments	739 017 584	710 475 142	765 732 262	.....	765 732 262
Agence canadienne de développement économique du Nord	54 420 053	30 032 911	65 884 185	1 730 071	67 614 256
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	311 428 742	276 505 468	327 020 690	.....	327 020 690
Agence de la santé publique du Canada	607 102 554	596 150 514	642 644 048	.....	642 644 048
Agence de promotion économique du Canada atlantique	358 985 597	356 045 701	345 774 470	.....	345 774 470
Agence des services frontaliers du Canada	1 768 435 342	1 902 991 866	2 369 414 240	66 841 482	2 436 255 722
Agence du revenu du Canada	4 707 767 345	4 255 603 822	4 701 514 749	25 176 119	4 726 690 868
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	250 251 130	187 234 167	262 703 865	.....	262 703 865
Agence Parcs Canada	1 317 032 810	1 518 806 612	2 156 252 193	24 250 080	2 180 502 273
Agence spatiale canadienne	353 457 987	379 958 951	370 000 435	.....	370 000 435
Autorité du pont Windsor-Détroit	184 000 000	479 598 047	802 476 546	.....	802 476 546
Bibliothèque du Parlement	45 632 112	48 455 063	49 952 016	.....	49 952 016
Bibliothèque et Archives du Canada	127 416 749	120 185 109	166 714 482	3 380 002	170 094 484
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	32 409 285	33 166 396	34 394 827	.....	34 394 827
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	4 850 447	4 730 063	5 494 872	.....	5 494 872
Bureau de l'infrastructure du Canada	4 326 297 009	6 699 026 672	10 946 873 241	.....	10 946 873 241
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	43 304 233	62 344 795	.....	.....	.....
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	568 449 931	583 118 253	618 121 836	.....	618 121 836
Bureau du commissaire au renseignement	.....	.....	1 671 573	.....	1 671 573
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	6 638 422	6 867 923	7 142 923	.....	7 142 923
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	1 967 061	2 120 638	567 461	.....	567 461
Bureau du Conseil privé	202 940 898	226 783 606	183 997 105	9 900 000	193 897 105
Bureau du conseiller sénatorial en éthique	1 014 842	1 387 179	1 357 010	.....	1 357 010
Bureau du directeur des poursuites pénales	181 500 615	185 410 277	206 509 696	.....	206 509 696
Bureau du directeur général des élections	131 485 721	135 185 384	495 560 803	.....	495 560 803
Bureau du directeur parlementaire du budget	1 985 153	7 614 038	7 755 698	.....	7 755 698

Budget des dépenses par organisation

	Budget des dépenses 2019-2020			Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
	Dépenses réelles 2017-2018	Budget des dépenses à ce jour 2018-2019	Autorisations à ce jour (dollars)		
Bureau du secrétaire du gouverneur général	23 456 562	23 077 004	23 989 902	.....	23 989 902
Bureau du surintendant des institutions financières	155 002 465	153 078 925	165 419 339	.....	165 419 339
Bureau du vérificateur général	82 429 864	78 224 516	91 225 276	.....	91 225 276
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	10 156 973	9 036 145	9 047 301	.....	9 047 301
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	55 247 790	51 645 636	57 915 390	.....	57 915 390
Centre de la sécurité des télécommunications	622 473 482	641 816 992	755 440 795	20 389 077	775 829 872
Centre de recherches pour le développement international	139 951 886	140 338 189	142 907 117	.....	142 907 117
Chambre des communes	490 382 710	522 918 561	503 369 399	17 350 216	520 719 615
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	6 174 192	5 233 036	1 675 362	.....	1 675 362
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	1 576 424	3 361 093	3 594 528	.....	3 594 528
Comité externe d'examen des griefs militaires	6 726 457	6 761 423	7 127 021	.....	7 127 021
Commissariat à l'intégrité du secteur public	4 949 833	5 485 938	5 752 239	.....	5 752 239
Commissariat au lobbying	4 771 945	4 480 936	5 088 930	.....	5 088 930
Commissariat aux langues officielles	21 047 590	21 282 588	22 631 429	.....	22 631 429
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	39 318 009	36 347 739	46 905 292	1 508 322	48 413 614
Commission aux débats des chefs	.....	287 130	4 629 699	.....	4 629 699
Commission canadienne de sûreté nucléaire	149 793 305	140 802 405	145 792 476	.....	145 792 476
Commission canadienne des droits de la personne	22 907 295	22 467 863	28 574 077	.....	28 574 077
Commission canadienne des grains	(2 963 543)	5 606 029	6 191 438	.....	6 191 438
Commission canadienne du lait	3 924 160	3 854 264	3 810 457	.....	3 810 457
Commission canadienne du tourisme	95 475 770	98 655 544	100 665 913	.....	100 665 913
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	9 021 831	10 751 485	11 587 144	.....	11 587 144
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	4 535 698	4 717 398	4 961 636	.....	4 961 636
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	131 692 383	135 385 778	233 171 818	.....	233 171 818
Commission de la capitale nationale	89 630 228	95 187 885	136 262 540	.....	136 262 540
Commission de la fonction publique	85 668 696	85 775 486	91 864 967	.....	91 864 967
Commission des champs de bataille nationaux	9 751 684	9 811 775	9 649 045	.....	9 649 045
Commission des libérations conditionnelles du Canada	47 729 824	48 235 506	49 630 364	.....	49 630 364
Commission du droit d'auteur	3 230 999	3 418 506	4 303 740	.....	4 303 740
Commission mixte internationale (section canadienne)	7 419 288	12 849 144	10 816 683	902 755	11 719 438

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2017-2018	Budget des dépenses à ce jour 2018-2019	Budget des dépenses 2019-2020		
			Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Conseil canadien des normes	13 828 495	14 943 000	17 910 000	.....	17 910 000
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	9 739 194	14 971 068	17 078 074	.....	17 078 074
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	12 044 633	11 662 843	17 970 616	.....	17 970 616
Conseil de recherches en sciences humaines	783 979 328	791 322 366	932 233 449	2 661 558	934 895 007
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 219 141 888	1 256 448 044	1 371 543 050	18 789 106	1 390 332 156
Conseil des Arts du Canada	258 714 308	292 759 337	327 644 295	.....	327 644 295
Conseil national de recherches du Canada	1 016 523 437	1 027 272 115	1 201 946 480	.....	1 201 946 480
École de la fonction publique du Canada	76 289 634	81 574 345	89 061 902	.....	89 061 902
Énergie atomique du Canada, Limitée	826 595 000	1 043 582 932	1 197 282 026	.....	1 197 282 026
Gendarmerie royale du Canada	3 210 983 890	3 726 538 957	3 680 989 960	273 904 777	3 954 894 737
Instituts de recherche en santé du Canada	1 097 161 185	1 102 959 905	1 180 978 175	6 758 252	1 187 736 427
Investir au Canada	2 032 683	23 184 924	37 166 761	.....	37 166 761
La Société des ponts fédéraux Limitée	20 047 538	3 472 857	.....	.....	.....
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	179 229 642	264 727 000	296 580 451	.....	296 580 451
Marine Atlantique S.C.C.	146 682 515	151 104 000	152 904 000	3 000 000	155 904 000
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	1 984 897 777	2 546 258 211	2 538 719 290	.....	2 538 719 290
Ministère de l'Emploi et du Développement social	57 971 247 622	61 715 897 237	64 899 413 104	177 542 950	65 076 956 054
Ministère de l'Environnement	1 164 806 867	1 533 882 586	1 853 283 398	.....	1 853 283 398
Ministère de l'Industrie	2 355 938 282	3 070 251 194	2 997 512 210	.....	2 997 512 210
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	1 917 248 912	2 607 562 260	3 259 624 807	177 148 160	3 436 772 967
Ministère de la Défense nationale	22 877 086 721	21 257 086 517	22 293 762 196	463 648 584	22 757 410 780
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	227 068 119	203 085 022	310 763 713	.....	310 763 713
Ministère de la Justice	707 002 071	703 169 143	763 872 299	.....	763 872 299
Ministère de la Santé	3 491 052 712	2 191 046 991	2 568 184 239	102 752 714	2 670 936 953
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	959 071 617	1 142 823 218	924 167 566	31 702 499	955 870 065
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	6 574 287 014	7 048 516 696	6 840 762 968	566 577 051	7 407 340 019
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	8 029 422 095	4 948 558 173	837 544 007	.....	837 544 007
Ministère des Anciens Combattants	4 773 891 080	4 769 350 202	4 433 283 946	857 597 413	5 290 881 359
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	.....	666 923	115 940 177	2 000 000	117 940 177
Ministère des Finances	90 326 718 131	94 467 445 472	98 968 711 548	4 703 040	98 973 414 588
Ministère des Pêches et des Océans	2 620 464 368	3 441 924 795	3 309 687 400	364 405 834	3 674 093 234
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	.....	.....	5 872 897 890	274 164 033	6 147 061 923
Ministère des Ressources naturelles	1 566 252 215	1 476 553 293	1 554 932 435	.....	1 554 932 435

Budget des dépenses par organisation

	Budget des dépenses 2019-2020				
	Dépenses réelles 2017-2018	Budget des dépenses à ce jour 2018-2019	Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Ministère des Services aux Autochtones	4 287 798 604	10 828 898 139	12 731 802 269	32 779 970	12 764 582 239
Ministère des Transports	1 205 720 765	1 564 723 725	1 999 572 804	227 102 593	2 226 675 397
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	3 660 908 325	3 371 781 627	4 361 051 522	196 712 451	4 557 763 973
Ministère du Patrimoine canadien	1 499 066 633	1 352 116 028	1 504 394 582	68 021 152	1 572 415 734
Musée canadien de l'histoire	74 013 063	75 952 129	75 630 284	.....	75 630 284
Musée canadien de l'immigration du Quai 21	7 962 724	8 215 347	7 905 183	.....	7 905 183
Musée canadien de la nature	33 268 608	31 080 812	29 052 927	.....	29 052 927
Musée canadien des droits de la personne	25 352 335	21 308 564	26 954 953	.....	26 954 953
Musée des beaux-arts du Canada	49 413 243	51 383 427	46 613 922	.....	46 613 922
Musée national des sciences et de la technologie	145 277 576	30 158 102	30 923 150	.....	30 923 150
Office des transports du Canada	29 147 817	33 325 531	36 047 159	.....	36 047 159
Office national de l'énergie	93 832 990	91 581 074	42 519 871	.....	42 519 871
Office national du film	66 354 291	74 667 274	71 855 534	.....	71 855 534
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	.....	.....	.....	9 891 190	9 891 190
PPP Canada Inc.	5 900 000	.....	.....	.....	.....
Régie canadienne de l'énergie	.....	.....	55 986 353	.....	55 986 353
Registraire de la Cour suprême du Canada	37 417 169	35 150 853	38 057 456	.....	38 057 456
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	.....	.....	3 659 001	19 523 508	23 182 509
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	5 373 727	5 971 078	6 376 035	.....	6 376 035
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	579 141	6 772 046	3 628 009	.....	3 628 009
Secrétariat du Conseil du Trésor	3 806 902 003	17 845 259 300	4 693 228 564	527 234 567	5 220 463 131
Sénat	105 954 947	109 080 103	114 188 759	.....	114 188 759
Service administratif des tribunaux judiciaires	82 791 051	77 638 291	96 147 808	.....	96 147 808
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	65 514 897	67 344 935	68 467 170	.....	68 467 170
Service canadien du renseignement de sécurité	586 998 954	586 582 276	623 081 425	.....	623 081 425
Service correctionnel du Canada	2 628 111 980	2 453 865 970	2 644 041 745	70 151 725	2 714 193 470
Service de protection parlementaire	77 184 289	91 077 475	90 944 466	.....	90 944 466
Services partagés Canada	1 797 913 295	1 697 977 179	2 016 023 366	235 815 791	2 251 839 157
Société canadienne d'hypothèques et de logement	2 689 239 574	2 435 460 894	2 657 130 938	9 292 221	2 666 423 159
Société canadienne des postes	22 210 000	22 210 000	22 210 000	.....	22 210 000
Société du Centre national des Arts	141 324 356	35 408 623	35 270 142	.....	35 270 142
Société Radio-Canada	1 222 083 485	1 210 777 365	1 210 797 846	.....	1 210 797 846
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	21 528 127	27 402 607	33 891 916	.....	33 891 916

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2017-2018	Budget des dépenses à ce jour 2018-2019	Budget des dépenses 2019-2020		
			Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Statistique Canada	545 771 155	444 592 745	525 087 752	17 331 759	542 419 511
Téléfilm Canada	103 572 036	101 866 729	101 878 949	7 500 000	109 378 949
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	10 852 369	11 002 933	11 348 152	.....	11 348 152
VIA Rail Canada Inc.	357 536 154	644 870 998	731 594 011	.....	731 594 011
Total budgétaire	261 330 392 611	290 243 984 373	300 783 104 489	4 943 251 982	305 726 356 471
Non budgétaire					
Commission canadienne du lait	3 342 330	.....	.....	.....	.....
Ministère de l'Emploi et du Développement social	1 186 807 468	1 093 433 839	1 073 709 062	.....	1 073 709 062
Ministère de l'Industrie	.....	800 000	800 000	.....	800 000
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	13 177 616	.....	.....	.....	.....
Ministère de la Défense nationale	(5 180 525)	.....	.....	.....	.....
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	40 841 827	15 617 037	17 000 001	.....	17 000 001
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	44 040 002	56 303 000	942 654	.....	942 654
Ministère des Finances	43 008 432 158	400 796 922	51 400 000	.....	51 400 000
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	.....	.....	55 360 346	.....	55 360 346
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	(2 622 918)	14 000 000	.....	.....	.....
Service correctionnel du Canada	500	.....	.....	.....	.....
Société canadienne d'hypothèques et de logement	(1 076 543 130)	(259 433 000)	954 899 667	.....	954 899 667
Total non budgétaire	43 212 295 328	1 321 517 798	2 154 111 730	.....	2 154 111 730

Postes horizontaux

Les postes inscrits dans ce tableau sont des initiatives horizontales et des postes financés conjointement. Ces deux types de postes horizontaux concernent deux organisations ou plus ayant une entente de financement officielle (par exemple, un mémoire au Cabinet ou une présentation au Conseil du Trésor). Dans le cadre des initiatives horizontales, les organisations travaillent en partenariat en vue d'atteindre des résultats communs. Dans le cadre des postes financés conjointement, les organisations reçoivent un financement supplémentaire, et chacune contribue de manière indépendante à la réalisation des objectifs énoncés.

Postes horizontaux

Organisation	Montant (dollars)
Fonds pour faire avancer la réconciliation concernant les enjeux de droits ancestraux et des pêches	
Ces fonds serviront à mettre en œuvre des ententes, notamment concernant l'acquisition de bateaux et d'engins de pêche, ce qui permettra d'accroître la participation des Autochtones dans le secteur des pêches, et à répondre aux priorités des communautés et soutenir la récolte traditionnelle.	
Agence Parcs Canada	2 153 679
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour mettre en œuvre les ententes en soutenant les droits de récolte et la gestion collective des ressources dans les lieux patrimoniaux de Parcs Canada. 	
Ministère des Pêches et des Océans	131 858 951
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement et contributions pour mettre en œuvre les ententes en appuyant l'accès à la pêche et collaborer avec les collectivités autochtones et les intervenants sur la gestion des pêches. 	
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	36 960 000
<ul style="list-style-type: none"> • Subventions et contributions pour mettre en œuvre les ententes de réconciliation en répondant aux priorités des communautés, comme les logements et l'auto-gouvernance. 	
Total des postes législatifs	1 056 804
Total	172 029 434
Fonds pour le rajustement des prestations d'invalidité	
Ces fonds serviront à corriger les paiements insuffisants des pensions des militaires et de la GRC de 2003 à 2010.	
Gendarmerie royale du Canada	5 634 200
<ul style="list-style-type: none"> • Subventions pour indemniser les membres de la GRC dont les prestations d'invalidité ont été sous-évaluées entre 2003 et 2010 en raison d'une erreur dans le montant du rajustement annuel. 	
Ministère des Anciens Combattants	65 100 000
<ul style="list-style-type: none"> • Subventions pour rembourser les pensionnés dont les prestations d'invalidité ont été sous-évaluées entre 2003 et 2010 en raison d'une erreur dans le montant du rajustement annuel. 	
Total	70 734 200
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux	
Ces fonds contribueront à la réalisation de l'objectif du Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux, qui consiste à achever l'évaluation, à terminer l'assainissement et à assurer la gestion du risque des sites contaminés fédéraux à risque élevé.	
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	34 889 426
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement et contributions pour assainir les sites contaminés au nord du 60e parallèle. 	
Ministère des Services aux Autochtones	6 790 020
<ul style="list-style-type: none"> • Contributions pour assainir les sites contaminés. 	
Total	41 679 446

Fonds pour la Stratégie en matière d'éducation internationale

Ces fonds serviront à mettre sur pied un programme pilote pour aider les étudiants canadiens de niveau postsecondaire à acquérir une expérience de travail et d'études à l'étranger et pour promouvoir le Canada comme destination de choix pour les étudiants étrangers.

Ministère de l'Emploi et du Développement social	11 927 153
• Dépenses de fonctionnement et contributions pour l'exécution d'un programme pilote de mobilité étudiante vers l'étranger pour soutenir les étudiants canadiens de premier cycle qui travaillent ou étudient à l'étranger.	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	7 943 618
• Dépenses de fonctionnement et en capital pour simplifier les processus d'immigration des étudiants et pour sensibiliser les jeunes Canadiens aux possibilités de travail à l'étranger.	
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	3 280 519
• Dépenses de fonctionnement et contributions pour attirer des étudiants étrangers au Canada, y compris les bourses d'études.	
Total des postes législatifs	1 277 832
Total	24 429 122

Fonds pour les accords de financement budgétaire liés aux ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale

Ces fonds serviront à remplir les obligations en vertu des traités et des ententes sur l'autonomie gouvernementale à l'égard des Premières Nations et des Inuits en Colombie Britannique, au Yukon, au Québec et au Labrador.

Agence Parcs Canada	18 730
• Dépenses de fonctionnement et contributions pour remplir des obligations figurant dans l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador relativement au Parc national des Monts-Torngat.	
Ministère des Pêches et des Océans	694 951
• Dépenses de fonctionnement pour exercer des responsabilités de mise en œuvre et remplir des obligations énoncées dans les accords définitifs concernant les Premières Nations Tsawwassen et Maa-nulth.	
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	17 859 622
• Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions pour remplir les obligations en vertu des ententes sur les revendications territoriales et l'autonomie gouvernementale.	
Total des postes législatifs	69 321
Total	18 642 624

Fonds pour le Programme de protection des passagers

Dans le cadre du Programme de protection des passagers, on procède au contrôle des vols commerciaux pour identifier les passagers qui figurent sur la liste des personnes représentant une menace pour la sûreté aérienne. Ces fonds appuieront les activités du programme et la mise en place d'un programme de rectification visant à prévenir les fausses correspondances avec les personnes dont le nom figure sur la liste.

Agence des services frontaliers du Canada	13 264 753
• Dépenses de fonctionnement et en capital pour achever la conception et la mise en œuvre d'un contrôle centralisé.	
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	1 677 513
• Dépenses de fonctionnement pour la surveillance des projets et pour aider les personnes qui font l'objet d'une fausse correspondance à une personne figurant sur la liste d'interdiction de vol.	
Ministère des Transports	1 102 170
• Dépenses de fonctionnement pour un centre d'opérations et pour assurer la conformité des transporteurs aériens au règlement.	
Total des postes législatifs	<u>1 374 988</u>
Total	17 419 424

Fonds pour protéger l'épaulard résident du Sud

Ces fonds appuient les activités visant à accroître la disponibilité des proies (y compris le rétablissement des stocks de saumon quinnat) et à réduire les perturbations physiques et acoustiques, ainsi que la recherche et la surveillance.

Agence Parcs Canada	6 189 770
• Dépenses de fonctionnement pour faire face aux menaces qui pèsent sur les épaulards résidents du Sud dans les parcs nationaux du littoral du Pacifique et des îles Gulf.	
Ministère des Pêches et des Océans	7 227 184
• Dépenses de fonctionnement et en capital, et contributions pour faire face aux menaces que représentent la disponibilité des proies et les perturbations physiques et acoustiques pour les épaulards résidents du Sud.	
Ministère des Transports	1 500 000
• Contributions pour faire face à la menace du trafic maritime.	
Total des postes législatifs	<u>1 095 848</u>
Total	16 012 802

Fonds pour le Programme des chaires d'excellence en recherche du Canada (ce poste a reçu des fonds du crédit 5 du Conseil du Trésor - Dépenses éventuelles du gouvernement)

Le Programme des chaires d'excellence en recherche du Canada accorde à chacun des titulaires de chaire et à leurs équipes de recherche jusqu'à 10 millions de dollars sur sept ans pour établir des programmes de recherche ambitieux dans les universités canadiennes. Par l'entremise de ces chercheurs et de leurs équipes, le programme vise à aider les Canadiens à acquérir une masse critique d'expertise dans des domaines de recherche prioritaires et à contribuer à faire du Canada un endroit de choix pour la recherche, les sciences et le développement technologique de calibre mondial.

Conseil de recherches en sciences humaines	2 023 880
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour le Secrétariat des programmes interorganismes à l'intention des établissements qui administrent le programme. • Subventions pour les chaires de recherche en sciences humaines. 	
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	8 400 000
<ul style="list-style-type: none"> • Subventions pour appuyer les chaires de recherche en sciences naturelles et en génie. 	
Instituts de recherche en santé du Canada	3 800 000
<ul style="list-style-type: none"> • Subventions pour appuyer les chaires de recherche en santé. 	
Total des postes législatifs	75 000
Total	14 298 880

Fonds pour prendre des mesures visant à lutter contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs

Ces fonds appuieront les programmes provinciaux et territoriaux visant à réduire la violence liée aux armes à feu et aux gangs, et à renforcer la collecte de données fédérales.

Gendarmerie royale du Canada	2 694 886
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour les enquêtes, la collecte et l'analyse de renseignements, l'identification et le dépistage des armes à feu, les conseils d'experts, l'accès à des bases de données spécialisées et la formation. 	
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	9 713 824
<ul style="list-style-type: none"> • Contributions pour appuyer la prévention, l'application de la loi, les poursuites, la collecte de données et la formation dans les provinces et les territoires. 	
Total	12 408 710

Fonds pour renforcer la capacité de lutte contre la conduite avec facultés affaiblies par la drogue

Ces fonds serviront à financer un programme de contribution national visant à améliorer la formation des forces de l'ordre provinciales et territoriales et aussi pour la prestation de cours de certification d'évaluation de reconnaissance des drogues.

Gendarmerie royale du Canada	235 895
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour la prestation de formation. 	
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	9 193 270
<ul style="list-style-type: none"> • Contributions pour rembourser aux provinces et aux territoires les coûts de renforcement de la capacité d'application de la loi. 	
Total	9 429 165

Fonds pour une entente sur les répercussions et les avantages pour les Inuits

Ces fonds serviront à mettre en œuvre une entente avec la Qikiqtani Inuit Association visant à établir une aire marine nationale de conservation dans le détroit de Lancaster.

Agence Parcs Canada (ce poste a reçu des fonds du crédit 5 du Conseil du Trésor - Dépenses éventuelles du gouvernement)	6 177 092
• Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions pour le Programme d'intendance des Inuits, la gestion coopérative et la recherche.	
Ministère des Pêches et des Océans	909 954
• Dépenses de fonctionnement, dépenses en capital et contributions pour les activités de gestion et de conservation des océans et la construction de ports pour petits bateaux.	
Ministère des Transports	550 718
• Dépenses de fonctionnement et contributions pour financer un projet pilote conjoint de gestion marine dans l'Arctique ainsi que la construction et l'exploitation des ports communautaires.	
Total des postes législatifs	293 413
Total	7 931 177

Fonds pour le Programme des chaires de recherche du Canada

Ces fonds serviront à attirer des chercheurs en début de carrière et de calibre mondial dans les établissements postsecondaires canadiens, à accroître le soutien aux chercheurs existants qui amorcent leur carrière et à augmenter le nombre de chercheurs provenant de groupes sous-représentés.

Conseil de recherches en sciences humaines	562 678
• Subventions pour les chaires de recherche en sciences humaines.	
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 479 070
• Subventions pour les chaires de recherche en sciences naturelles et en génie.	
Instituts de recherche en santé du Canada	2 958 252
• Subventions pour les chaires de recherche en santé.	
Total	5 000 000

Fonds pour accroître la participation des entreprises inuites au processus d'appel d'offres pour les marchés publics et les possibilités d'affaires dans la région du Nunavut

Ces fonds serviront à promouvoir les possibilités socioéconomiques par l'entremise de marchés publics du gouvernement fédéral dans la région du Nunavut, y compris le soutien aux entreprises inuites pour les aider à soumissionner à des marchés.

Ministère des Services aux Autochtones	1 984 073
• Dépenses de fonctionnement et contributions pour soutenir la capacité des Inuits de participer aux marchés publics et d'évaluer les plans contractuels ministériels dans la région du Nunavut.	
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	1 102 057
• Dépenses de fonctionnement pour diriger l'approvisionnement et la location, fournir des conseils et effectuer des recherches sur la capacité des entreprises inuites.	
Secrétariat du Conseil du Trésor	672 315
• Dépenses de fonctionnement pour fournir un soutien en matière d'approvisionnement et de politiques, de surveillance, d'établissement de rapports, de mise à jour du matériel de formation et de soutien au comité d'examen.	
Total des postes législatifs	498 940
Total	4 257 385

Fonds pour la Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes

Ces fonds serviront à détecter et à prévenir le passage de clandestins, à intercepter les victimes et les délinquants, à sensibiliser davantage le public et à soutenir les victimes.

Agence des services frontaliers du Canada	698 561
• Dépenses de fonctionnement pour détecter et intercepter la traite des personnes.	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	765 185
• Dépenses de fonctionnement pour la détection précoce des cas présumés de traite des personnes.	
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	456 925
• Dépenses de fonctionnement pour créer un comité consultatif de survivants de la traite des personnes, recueillir des données, élaborer une formation et des outils pour identifier les victimes potentielles et sensibiliser le public.	
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	420 085
• Dépenses de fonctionnement pour lutter contre l'exploitation de la main-d'œuvre dans les marchés publics.	
Total des postes législatifs	422 150
Total	2 762 906

Fonds pour réduire la pollution plastique

Ces fonds appuieront la recherche, la réglementation et les mesures visant à réduire les déchets de plastique et à promouvoir la réutilisation et le recyclage des plastiques.

Ministère des Pêches et des Océans	150 138
• Dépenses de fonctionnement pour équiper les ports pour petits bateaux afin de recueillir et d'éliminer les déchets de plastique marins et pour mettre à l'essai un programme pilote de recyclage des filets de pêche.	
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	338 720
• Dépenses de fonctionnement et contributions pour la collecte de données scientifiques et environnementales et de connaissances autochtones sur les plastiques et les microplastiques dans l'environnement.	
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	1 423 000
• Dépenses de fonctionnement pour intégrer la réduction des déchets et du plastique dans les baux à construction du gouvernement et fournir des outils et de la formation aux employés pour réduire les déchets plastiques.	
Total des postes législatifs	7 472
Total	1 919 330

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE DES DÉPENSES (A) 2019-2020

Détails par organisation

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	1
Agence canadienne de développement économique du Nord	2
Agence des services frontaliers du Canada	4
Agence du revenu du Canada	6
Agence Parcs Canada	8
Bibliothèque et Archives du Canada	10
Bureau du Conseil privé	11
Centre de la sécurité des télécommunications	12
Chambre des communes	13
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	14
Commission mixte internationale (section canadienne)	15
Conseil de recherches en sciences humaines	16
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	18
Gendarmerie royale du Canada	19
Instituts de recherche en santé du Canada	21
Marine Atlantique S.C.C.	22
Ministère de l'Emploi et du Développement social	23
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	26
Ministère de la Défense nationale	28
Ministère de la Santé	30
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	32
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	34
Ministère des Anciens Combattants	37
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	39
Ministère des Finances	40
Ministère des Pêches et des Océans	42
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	45
Ministère des Services aux Autochtones	48
Ministère des Transports	50
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	53
Ministère du Patrimoine canadien	55
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	57
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	59
Secrétariat du Conseil du Trésor	60
Service correctionnel du Canada	62
Services partagés Canada	64
Société canadienne d'hypothèques et de logement	66
Statistique Canada	67
Téléfilm Canada	68

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	875 160 294	(3 000 000)	26 110 960	898 271 254
5 Offrir un meilleur service aux passagers du transport aérien	.....	.....	.....	.....
Total des dépenses budgétaires	875 160 294	(3 000 000)	26 110 960	898 271 254

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le Système de détection d'explosifs	Crédit 1a	26 110 960
------------------------------------------------	-----------	-------------------

Total des crédits à adopter

26 110 960

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien au ministère des Transports pour offrir un meilleur service aux passagers du transport aérien	Crédit 1a	(3 000 000)
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------	--------------------

Total des transferts

(3 000 000)

Total des dépenses budgétaires

23 110 960

Agence canadienne de développement économique du Nord

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	17 106 514	1 583 980	18 690 494
5a	Subventions et contributions	46 354 465	68 727	46 423 192
10	Une politique alimentaire pour le Canada	92 428		92 428
15	Lancement d'une stratégie fédérale sur l'emploi et le tourisme	28 234		28 234
20	Des collectivités arctiques et nordiques dynamiques	424 900		424 900
Total des crédits		64 006 541	1 652 707	65 659 248
Total des postes législatifs		1 877 644	77 364	1 955 008
Total des dépenses budgétaires		65 884 185	1 730 071	67 614 256

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour Pilimmaksaivik, le Centre fédéral d'excellence pour l'emploi des Inuits au Nunavut	Crédit 1a	1 573 707
Financement pour le Fonds pour les expériences canadiennes	Crédit 1a	10 273
	Crédit 5a	68 727
Total		79 000
Total des crédits à adopter		1 652 707
Total des crédits législatifs		77 364
Total des dépenses budgétaires		1 730 071

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions pour la promotion du développement régional dans les trois territoires du Canada	18 313 000	68 727	18 381 727

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 877 644	77 364	1 955 008

Agence des services frontaliers du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	1 892 776 019	..... 17 458 140	1 910 234 159
5a	Dépenses en capital	199 452 423	..... 45 766 511	245 218 934
10	Répondre aux défis de la peste porcine africaine	928 920	.....	928 920
15	Renforcer la reddition de comptes et la surveillance de l'Agence des services frontaliers du Canada	500 000	.....	500 000
20	Accroître l'intégrité des frontières et du système d'octroi de l'asile du Canada	23 161 220	.....	23 161 220
25	Aider les voyageurs à visiter le Canada	2 120 113	.....	2 120 113
30	Modernisation des opérations frontalières du Canada	28 032 443	.....	28 032 443
35	Protéger les personnes contre les consultants en immigration sans scrupule	1 550 000	.....	1 550 000
Total des crédits		2 148 521 138	..... 63 224 651	2 211 745 789
Total des postes législatifs		220 893 102	..... 3 616 831	224 509 933
Total des dépenses budgétaires		2 369 414 240	..... 66 841 482	2 436 255 722

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le projet de gestion des cotisations et des recettes	Crédit 1a	11 388 255
	Crédit 5a	34 825 518
Total		46 213 773
Fonds pour le Programme de protection des passagers (poste horizontal)	Crédit 1a	2 323 760
	Crédit 5a	10 940 993
Total		13 264 753
Fonds pour le Programme d'exonération des droits de douane et le Programme de drawback des droits	Crédit 1a	3 047 564
Fonds pour la Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes (poste horizontal)	Crédit 1a	698 561
Total des crédits à adopter		63 224 651
Total des crédits législatifs		3 616 831
Total des dépenses budgétaires		66 841 482

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	220 893 102	3 616 831	224 509 933

Agence du revenu du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	3 644 752 291	..... 21 759 344	3 666 511 635
5	Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	57 046 981	.....	57 046 981
10	Accès à des incitatifs fiscaux de bienfaisance aux organismes de journalisme à but non lucratif	800 000	.....	800 000
15	S'assurer que les fonctionnaires reçoivent le paiement qui convient	9 207 467	.....	9 207 467
20	Améliorer l'accès à l'Allocation canadienne pour les travailleurs tout au long de l'année	3 500 000	.....	3 500 000
25	Améliorer les services aux clients offerts par l'Agence du revenu du Canada	2 072 225	.....	2 072 225
30	Améliorer l'observation des règles fiscales	6 868 488	.....	6 868 488
35	Prendre des mesures pour accroître l'observation des règles fiscales dans le secteur immobilier	2 301 415	.....	2 301 415
40	Crédit d'impôt pour les abonnements aux médias d'information numériques	100 000	.....	100 000
Total des crédits		3 726 648 867	..... 21 759 344	3 748 408 211
Total des postes législatifs		974 865 882	..... 3 416 775	978 282 657
Total des dépenses budgétaires		4 701 514 749	..... 25 176 119	4 726 690 868

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour mettre en œuvre et administrer la redevance fédérale sur les combustibles et le paiement de l'incitatif à agir pour le climat pour l'Alberta	Crédit 1a	16 780 538
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------	-------------------

Fonds pour le Comité consultatif sur le secteur de la bienfaisance, l'Allocation canadienne pour les travailleurs et le registre de donneurs d'organes et de tissus	Crédit 1a	4 978 806
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------	------------------

Total des crédits à adopter		21 759 344
------------------------------------	--	-------------------

Total des crédits législatifs		3 416 775
--------------------------------------	--	------------------

Total des dépenses budgétaires		25 176 119
---------------------------------------	--	-------------------

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Budgétaire		(dollars)	
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	458 823 752	3 416 775	462 240 527

Agence Parcs Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	1 914 398 234	3 005 000	20 539 271	1 937 942 505
5 Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques	13 423 000	.....	.....	13 423 000
Total des crédits	1 927 821 234	3 005 000	20 539 271	1 951 365 505
Total des postes législatifs	228 430 959	.....	705 809	229 136 768
Total des dépenses budgétaires	2 156 252 193	3 005 000	21 245 080	2 180 502 273

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour protéger l'épaulard résident du Sud (poste horizontal)	Crédit 1a	6 189 770
Fonds pour une entente sur les répercussions et les avantages pour les Inuits (ce poste a reçu des fonds du crédit 5 du Conseil du Trésor - Dépenses éventuelles du gouvernement) (poste horizontal)	Crédit 1a	6 177 092
Fonds pour créer de nouveaux parcs nationaux et de nouvelles aires marines nationales de conservation	Crédit 1a	3 000 000
Fonds pour soutenir l'élargissement à quatre voies de la Transcanadienne dans le Parc national Yoho	Crédit 1a	3 000 000
Fonds pour faire avancer la réconciliation concernant les enjeux de droits ancestraux et des pêches (poste horizontal)	Crédit 1a	2 153 679
Fonds pour les accords de financement budgétaire liés aux ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale (poste horizontal)	Crédit 1a	18 730
Total des crédits à adopter		20 539 271
Total des crédits législatifs		705 809
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social à diverses organisations pour la Stratégie emploi et compétences jeunesse	Crédit 1a	3 005 000
Total des transferts		3 005 000
Total des dépenses budgétaires		24 250 080

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention aux Premières Nations Dehcho	.....	3 000 000	3 000 000
Tallurutiup Imanga fonds de démarrage du programme d'intendance des Inuits	.....	2 927 088	2 927 088
Subvention pour la mise en œuvre des accords de réconciliation des droits au Canada atlantique	.....	442 250	442 250
Contributions			
Contributions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	7 664 324	5 562 759	13 227 083

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	53 220 527	705 809	53 926 336

Bibliothèque et Archives du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	104 953 944	5 100 000	3 380 002	113 433 946
5 Dépenses en capital	49 867 511	(5 100 000)	.....	44 767 511
Total des crédits	154 821 455	.....	3 380 002	158 201 457
Total des postes législatifs	11 893 027	.....	.....	11 893 027
Total des dépenses budgétaires	166 714 482	.....	3 380 002	170 094 484

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour administrer l'entente de règlement du recours collectif concernant la purge LGBT	Crédit 1a	3 380 002
---------------------------------------------------------------------------------------------	-----------	------------------

Total des crédits à adopter		3 380 002
------------------------------------	--	------------------

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne pour le portefeuille de biens immobiliers	Crédit 1a	5 100 000
	Crédit 5	(5 100 000)

Total	
-------	--	-------

Total des transferts	
-----------------------------	--	--------------

Total des dépenses budgétaires		3 380 002
---------------------------------------	--	------------------

Bureau du Conseil privé

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	165 744 283	.....	9 900 000	175 644 283
Total des crédits	165 744 283	.....	9 900 000	175 644 283
Total des postes législatifs	18 252 822	.....	.....	18 252 822
Total des dépenses budgétaires	183 997 105	.....	9 900 000	193 897 105

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées	Crédit 1a	9 900 000
--------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------	------------------

Total des crédits à adopter		9 900 000
------------------------------------	--	------------------

Total des dépenses budgétaires		9 900 000
---------------------------------------	--	------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Enquête nationale sur les femmes et filles autochtones disparues et assassinées	2 000 000	2 000 000

Centre de la sécurité des télécommunications

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	698 494 518	.....	19 625 378	718 119 896
5 Protéger les infrastructures essentielles du Canada contre les cybermenaces	9 095 310	.....	.....	9 095 310
10 Protéger la sécurité nationale du Canada	228 531	.....	.....	228 531
15 Protéger la démocratie	193 216	.....	.....	193 216
20 Renouveler la stratégie du Canada au Moyen-Orient	773 808	.....	.....	773 808
Total des crédits	708 785 383	.....	19 625 378	728 410 761
Total des postes législatifs	46 655 412	.....	763 699	47 419 111
Total des dépenses budgétaires	755 440 795	.....	20 389 077	775 829 872

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le Centre canadien pour la cybersécurité	Crédit 1a	11 000 000
Fonds pour mettre en œuvre la nouvelle Stratégie nationale de cybersécurité	Crédit 1a	8 625 378
Total des crédits à adopter		19 625 378
Total des crédits législatifs		763 699
Total des dépenses budgétaires		20 389 077

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	46 655 412	763 699	47 419 111

Chambre des communes

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	349 812 484	.....	17 350 216	367 162 700
Total des crédits	349 812 484	.....	17 350 216	367 162 700
Total des postes législatifs	153 556 915	.....	.....	153 556 915
Total des dépenses budgétaires	503 369 399	.....	17 350 216	520 719 615

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement pour le report de fonds du budget de fonctionnement	Crédit 1a	17 350 216
Total des crédits à adopter		17 350 216
Total des dépenses budgétaires		17 350 216

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme – Commissariat à l'information du Canada	13 305 361	.....	1 256 935	14 562 296
5 Dépenses du programme – Commissariat à la protection de la vie privée du Canada	27 068 436	.....	.....	27 068 436
10 Soutien de l'accès à l'information – Commissariat à l'information du Canada	459 147	.....	.....	459 147
15 Protection de la vie privée des Canadiens – Commissariat à la protection de la vie privée du Canada	1 050 803	.....	.....	1 050 803
Total des crédits	41 883 747	.....	1 256 935	43 140 682
Total des postes législatifs	5 021 545	.....	251 387	5 272 932
Total des dépenses budgétaires	46 905 292	.....	1 508 322	48 413 614

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour mettre en œuvre les changements aux processus d'accès à l'information Crédit 1a **1 256 935**

Total des crédits à adopter **1 256 935**

Total des crédits législatifs **251 387**

Total des dépenses budgétaires **1 508 322**

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 021 545	251 387	5 272 932

Commission mixte internationale (section canadienne)**Sommaire de l'organisation**

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	10 195 953	.....	902 755	11 098 708
Total des crédits	10 195 953	.....	902 755	11 098 708
Total des postes législatifs	620 730	.....	.....	620 730
Total des dépenses budgétaires	10 816 683	.....	902 755	11 719 438

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds pour les études sur la gestion de l'eau des bassins transfrontaliers que partagent le Canada et les États-Unis	Crédit 1a	902 755
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------	----------------

Total des crédits à adopter	902 755
------------------------------------	----------------

Total des dépenses budgétaires	902 755
---------------------------------------	----------------

Conseil de recherches en sciences humaines

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	36 500 069	623 880	37 123 949
5a	Subventions	891 834 722	1 962 678	893 797 400
10	Congé parental payé pour les chercheurs étudiants	35 288	.....	35 288
15	Des bourses de recherche pour soutenir les étudiants de deuxième et de troisième cycles	.....	.....	.....
Total des crédits		928 370 079	2 586 558	930 956 637
Total des postes législatifs		3 863 370	75 000	3 938 370
Total des dépenses budgétaires		932 233 449	2 661 558	934 895 007

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le Programme des chaires d'excellence en recherche du Canada (ce poste a reçu des fonds du crédit 5 du Conseil du Trésor - Dépenses éventuelles du gouvernement) (poste horizontal)	Crédit 1a	623 880
	Crédit 5a	1 400 000

Total		2 023 880
-------	--	------------------

Fonds pour le Programme des chaires de recherche du Canada (poste horizontal)	Crédit 5a	562 678
-------------------------------------------------------------------------------	-----------	----------------

Total des crédits à adopter		2 586 558
------------------------------------	--	------------------

Total des crédits législatifs		75 000
--------------------------------------	--	---------------

Total des dépenses budgétaires		2 661 558
---------------------------------------	--	------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Chaires d'excellence en recherche du Canada	1 400 000	1 400 000	2 800 000
Subventions et bourses	310 534 970	562 678	311 097 648

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <small>(dollars)</small>	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 768 394	75 000	3 843 394

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1 Dépenses de fonctionnement	55 846 469	.....	.....	55 846 469
5a Subventions	1 309 477 053	.....	18 789 106	1 328 266 159
10 Congé parental payé pour les chercheurs étudiants	35 288	.....	.....	35 288
15 Des bourses de recherche pour soutenir les étudiants de deuxième et de troisième cycles	.....	.....	.....	.....
Total des crédits	1 365 358 810	.....	18 789 106	1 384 147 916
Total des postes législatifs	6 184 240	.....	.....	6 184 240
Total des dépenses budgétaires	1 371 543 050	.....	18 789 106	1 390 332 156

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les Centres d'excellence en commercialisation et en recherche (ce poste a reçu des fonds du crédit 5 du Conseil du Trésor - Dépenses éventuelles du gouvernement)	Crédit 5a	8 910 036
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------	------------------

Fonds pour le Programme des chaires d'excellence en recherche du Canada (ce poste a reçu des fonds du crédit 5 du Conseil du Trésor - Dépenses éventuelles du gouvernement) (poste horizontal)	Crédit 5a	8 400 000
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------	------------------

Fonds pour le Programme des chaires de recherche du Canada (poste horizontal)	Crédit 5a	1 479 070
-------------------------------------------------------------------------------	-----------	------------------

Total des crédits à adopter		18 789 106
------------------------------------	--	-------------------

Total des dépenses budgétaires		18 789 106
---------------------------------------	--	-------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche	10 103 000	8 910 036	19 013 036
Chaires d'excellence en recherche du Canada	7 000 000	8 400 000	15 400 000
Subventions et bourses	961 749 031	1 479 070	963 228 101

Gendarmerie royale du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	2 600 232 229	.....	124 987 915	2 725 220 144
5a Dépenses en capital	302 267 161	.....	21 941 292	324 208 453
10a Subventions et contributions	286 473 483	.....	121 591 200	408 064 683
15 Offrir un meilleur service aux passagers du transport aérien	368 326	.....	.....	368 326
20 Accroître l'intégrité des frontières et du système d'octroi de l'asile du Canada	3 321 416	.....	.....	3 321 416
25 Protéger la sécurité nationale du Canada	188 820	.....	.....	188 820
30 Renforcer le régime canadien de la lutte contre le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes	4 100 000	.....	.....	4 100 000
35 Soutien pour la Gendarmerie royale du Canada	17 792 278	.....	.....	17 792 278
Total des crédits	3 214 743 713	.....	268 520 407	3 483 264 120
Total des postes législatifs	466 246 247	.....	5 384 370	471 630 617
Total des dépenses budgétaires	3 680 989 960	.....	273 904 777	3 954 894 737

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour indemniser les membres de la Gendarmerie Royale du Canada pour les blessures subies dans l'exercice de leurs fonctions	Crédit 10a	115 957 000
Fonds pour le règlement Merlo Davidson hors cour	Crédit 1a	50 135 621
Fonds pour le Programme des services de police contractuels	Crédit 1a	41 196 397
	Crédit 5a	4 057 286
Total		45 253 683
Fonds pour le renouvellement des systèmes radio en Ontario, au Québec et dans la région de la capitale nationale	Crédit 1a	10 380 600
	Crédit 5a	15 974 000
Total		26 354 600
Fonds pour accroître les capacités d'application de la loi en matière de cybercriminalité des services de police fédéraux	Crédit 1a	14 128 914
	Crédit 5a	810 006
Total		14 938 920
Fonds pour le rajustement des prestations d'invalidité (poste horizontal)	Crédit 10a	5 634 200

Fonds pour prendre des mesures visant à lutter contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (poste horizontal)	Crédit 1a	2 694 886
Fonds pour le Groupe national de coordination contre la cybercriminalité	Crédit 1a	2 360 337
Fonds pour mettre en œuvre des dispositions de la <i>Loi sur la radiation de condamnations des injustices historiques</i>	Crédit 1a	258 063
	Crédit 5a	1 100 000
Total		1 358 063
Fonds pour le renouvellement de système radio au Nouveau-Brunswick	Crédit 1a	1 165 800
Fonds pour mettre en œuvre et appliquer un cadre fédéral pour la légalisation et la réglementation du cannabis	Crédit 1a	687 826
Fonds pour remplacer le laboratoire des Services nationaux de laboratoire judiciaire à Vancouver, en Colombie Britannique	Crédit 1a	542 326
Fonds pour élargir la Stratégie du Canada visant à prévenir et à contrer la violence fondée sur le sexe	Crédit 1a	531 436
Fonds pour renforcer la Stratégie fédérale de lutte contre le tabagisme	Crédit 1a	405 215
Fonds pour le Bureau national des normes et pratiques d'enquête pour superviser les enquêtes sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées	Crédit 1a	264 599
Fonds pour renforcer la capacité de lutte contre la conduite avec facultés affaiblies par la drogue (poste horizontal)	Crédit 1a	235 895
Total des crédits à adopter		268 520 407
Total des crédits législatifs		5 384 370
Total des dépenses budgétaires		273 904 777

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour les blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions (L.R.C. (1985), ch. R-11)	268 400 000	121 591 200	389 991 200

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Pensions et autres prestations des employés – Membres de la GRC	398 282 601	3 691 014	401 973 615
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	61 213 646	1 693 356	62 907 002

Instituts de recherche en santé du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1 Dépenses de fonctionnement	59 187 810	.....	.....	59 187 810
5a Subventions	1 114 925 236	.....	6 758 252	1 121 683 488
10 Congé parental payé pour les chercheurs étudiants	35 988	.....	.....	35 988
15 Des bourses de recherche pour soutenir les étudiants de deuxième et de troisième cycles	.....	.....	.....	.....
Total des crédits	1 174 149 034	.....	6 758 252	1 180 907 286
Total des postes législatifs	6 829 141	.....	.....	6 829 141
Total des dépenses budgétaires	1 180 978 175	.....	6 758 252	1 187 736 427

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le Programme des chaires d'excellence en recherche du Canada (ce poste a reçu des fonds du crédit 5 du Conseil du Trésor - Dépenses éventuelles du gouvernement) (poste horizontal)	Crédit 5a	3 800 000
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------	------------------

Fonds pour le Programme des chaires de recherche du Canada (poste horizontal)	Crédit 5a	2 958 252
-------------------------------------------------------------------------------	-----------	------------------

Total des crédits à adopter		6 758 252
------------------------------------	--	------------------

Total des dépenses budgétaires		6 758 252
---------------------------------------	--	------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Chaires d'excellence en recherche du Canada	4 200 000	3 800 000	8 000 000
Subventions pour les projets de recherche et le soutien du personnel	979 984 738	2 958 252	982 942 990

Marine Atlantique S.C.C.**Sommaire de l'organisation**

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Paiements à la société	152 904 000	.....	3 000 000	155 904 000
Total des dépenses budgétaires	152 904 000	.....	3 000 000	155 904 000

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires			
Crédits à adopter			
Fonds pour le renouvellement de la flotte		Crédit 1a	3 000 000
Total des crédits à adopter			3 000 000
Total des dépenses budgétaires			3 000 000

Ministère de l'Emploi et du Développement social

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements		
(dollars)					
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1a	Dépenses de fonctionnement	845 480 489	(3 213 965)	46 327 248	888 593 772
5a	Subventions et contributions	2 925 553 594	(4 771 368)	129 345 682	3 050 127 908
10	Renforcer la capacité du Service fédéral de médiation et de conciliation	233 363	.....	.....	233 363
15	Accroître l'autonomie des aînés au sein de leurs communautés	.....	.....	.....	.....
20	Renforcer les soutiens à l'apprentissage	85 551	.....	.....	85 551
25	Veiller à ce que les prestations de sécurité du revenu soient équitables et efficaces	18 039 680	.....	.....	18 039 680
30	Créer un volet permanent des talents mondiaux	1 150 766	.....	.....	1 150 766
35	Élargir le Service jeunesse Canada	6 821 178	.....	.....	6 821 178
40	Élargir le Programme de stages pratiques pour étudiants	653 592	.....	.....	653 592
45	Améliorer les résultats relatifs au sexe et à la diversité dans le cadre de programmes axés sur les compétences	1 000 000	.....	.....	1 000 000
50	Inclusion des Canadiens ayant une déficience visuelle ou autre déficience de lecture des imprimés	.....	.....	.....	.....
55	Investir dans Service Canada	13 843 150	.....	.....	13 843 150
60	Régler les différends liés aux programmes de sécurité du revenu plus rapidement et facilement	60 450	.....	.....	60 450
65	Appuyer les communautés de Canadiens noirs	.....	.....	.....	.....
70	Moderniser la Stratégie emploi jeunesse	2 276 410	.....	.....	2 276 410
75	Appuyer l'emploi pour les personnes ayant une incapacité intellectuelle, y compris les troubles du spectre autistique	.....	.....	.....	.....
80	Soutenir les études postsecondaires des Autochtones	.....	.....	.....	.....
85	Participation des organismes à vocation sociale sur les marchés de la finance sociale	308 738	.....	.....	308 738
Total des crédits		3 815 506 961	(7 985 333)	175 672 930	3 983 194 558
Total des postes législatifs		61 083 906 143	.....	9 855 353	61 093 761 496
Total des dépenses budgétaires		64 899 413 104	(7 985 333)	185 528 283	65 076 956 054
Dépenses non budgétaires					
Total des postes législatifs		1 073 709 062	.....	.....	1 073 709 062
Total des dépenses non budgétaires		1 073 709 062	.....	.....	1 073 709 062

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds pour les ententes sur le développement de la main-d'œuvre	Crédit 5a	81 445 289
Fonds pour la rémunération rétroactive	Crédit 1a	28 386 582
Fonds pour investir dans stages pratiques pour les étudiants de niveau postsecondaire à l'échelle du Canada	Crédit 1a	718 634
	Crédit 5a	15 397 874
Total		16 116 508
Fonds pour moderniser les normes fédérales du travail en vertu du <i>Code canadien du travail</i>	Crédit 1a	12 590 682
Fonds pour la Stratégie en matière d'éducation internationale (poste horizontal)	Crédit 1a	1 927 153
	Crédit 5a	10 000 000
Total		11 927 153
Fonds pour l'Initiative de transformation de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants autochtones	Crédit 5a	8 144 261
Fonds pour Service jeunesse Canada	Crédit 5a	6 500 000
Fonds pour investir dans l'innovation en matière d'apprentissage et de garde des jeunes enfants	Crédit 5a	3 406 114
Fonds pour renouveler l'approche du Canada concernant la cybersécurité pour le Programme de stages pratiques pour étudiants	Crédit 1a	284 978
	Crédit 5a	2 367 150
Total		2 652 128
Fonds pour le lancement de la Stratégie d'innovation sociale et de finance sociale du Canada	Crédit 1a	2 061 924
Fonds pour la formation et le renforcement des capacités des éducateurs de la petite enfance	Crédit 5a	1 510 000
Financement destiné au Fonds pour les femmes en construction	Crédit 5a	574 994
Fonds pour les centres d'appels de Service Canada	Crédit 1a	357 295
Total des crédits à adopter		175 672 930
Total des crédits législatifs		9 855 353
Transferts		
Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social à diverses organisations pour la Stratégie emploi et compétences jeunesse	Crédit 1a	(3 213 965)
	Crédit 5a	(4 771 368)
Total		(7 985 333)
Total des transferts		(7 985 333)
Total des dépenses budgétaires		177 542 950

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions aux gouvernements provinciaux et territoriaux, conseils de bande ou de tribu, détenteurs d'accord de la Stratégie pour la formation et les compétences des Autochtones, administrations municipales, organismes sans but lucratif, associations professionnelles, entreprises et organisations du secteur privé, consortiums, groupes de l'industrie, syndicats, organismes de réglementation, associations spéciales, établissements de santé publique, commissions scolaires, universités, collèges, cégeps, conseils sectoriels, conseils intersectoriels afin d'accroître la compétitivité et la productivité des milieux de travail en favorisant l'investissement dans les compétences de même que la reconnaissance et l'utilisation des compétences	110 749 381	18 340 018	129 089 399
Transformation de l'Initiative sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants autochtones	. . . . .	8 144 261	8 144 261
Contributions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, à des organismes et instituts de recherche et aux gouvernements municipaux, provinciaux et territoriaux pour aider les jeunes Canadiens à acquérir une expérience de travail et de vie tout en soutenant le service aux collectivités	29 955 779	6 500 000	36 455 779
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux autres organismes publics, aux organisations, aux groupes, aux collectivités, aux employeurs et aux particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation de ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	864 228 888	5 228 632	869 457 520
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail ou des affaires, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au développement social des Canadiens et des autres participants à la vie canadienne	13 130 489	4 916 114	18 046 603
Autres paiement de transfert			
Ententes sur le développement de la main-d'œuvre	872 000 000	81 445 289	953 445 289

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	293 663 619	9 855 353	303 518 972

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	1 102 417 458	..... 15 279 493	1 117 696 951
5a	Dépenses en capital	28 454 541	..... 7 584 974	36 039 515
10a	Subventions et contributions	1 806 585 625	..... 153 173 000	1 959 758 625
15	Accroître l'intégrité des frontières et du système d'octroi de l'asile du Canada	36 312 686	..... .....	36 312 686
20	Améliorer le service à la clientèle aux fins de l'immigration	4 156 277	..... .....	4 156 277
25	Aider les voyageurs à visiter le Canada	2 463 899	..... .....	2 463 899
30	Protéger les personnes contre les consultants en immigration sans scrupule	11 250 000	..... .....	11 250 000
35	Fournir des soins de santé aux réfugiés et aux demandeurs d'asile	.....	..... .....	.....
Total des crédits		2 991 640 486	..... 176 037 467	3 167 677 953
Total des postes législatifs		267 984 321	..... 1 110 693	269 095 014
Total des dépenses budgétaires		3 259 624 807	..... 177 148 160	3 436 772 967

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le Programme d'aide au logement provisoire (ce poste a reçu des fonds du crédit 5 du Conseil du Trésor - Dépenses éventuelles du gouvernement)	Crédit 10a	121 000 000
Fonds pour l'Accord Canada-Québec sur l'immigration	Crédit 10a	32 173 000
Fonds pour accroître le contrôle biométrique du système d'immigration du Canada	Crédit 1a	7 663 690
	Crédit 5a	6 491 974
Total		14 155 664
Fonds pour la Stratégie en matière d'éducation internationale (poste horizontal)	Crédit 1a	6 850 618
	Crédit 5a	1 093 000
Total		7 943 618
Fonds pour la Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes (poste horizontal)	Crédit 1a	765 185
Total des crédits à adopter		176 037 467
Total des crédits législatifs		1 110 693
Total des dépenses budgétaires		177 148 160

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention pour le Programme d'aide pour le logement intérimaire	324 000 000	121 000 000	445 000 000
Subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration	559 449 000	32 173 000	591 622 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	89 072 473	1 110 693	90 183 166

Ministère de la Défense nationale

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	16 245 384 478	(41 225 000)	184 611 357	16 388 770 835
5a Dépenses en capital	3 767 569 717	.....	242 551 357	4 010 121 074
10a Subventions et contributions	181 364 645	41 225 000	.....	222 589 645
15 Paiements liés au régime d'assurance-invalidité de longue durée et d'assurance-vie pour les membres des Forces canadiennes	435 458 107	.....	.....	435 458 107
20 Protéger la sécurité nationale du Canada	310 769	.....	.....	310 769
25 Renouveler la Stratégie du Canada au Moyen-Orient	199 400 000	.....	.....	199 400 000
30 Soutenir les vétérans à mesure qu'ils font la transition vers la vie civile après le service	4 483 609	.....	.....	4 483 609
35 Renforcer le soutien du Canada envers l'Ukraine	34 073 332	.....	.....	34 073 332
Total des crédits	20 868 044 657	.....	427 162 714	21 295 207 371
Total des postes législatifs	1 425 717 539	.....	36 485 870	1 462 203 409
Total des dépenses budgétaires	22 293 762 196	.....	463 648 584	22 757 410 780

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour soutenir et moderniser le parc de véhicules blindés de soutien au combat pour les Forces armées canadiennes	Crédit 5a	176 929 204
Fonds pour soutenir la rémunération et les avantages sociaux des Forces armées canadiennes	Crédit 1a	94 102 568
Fonds pour agrandir l'équipe de la défense	Crédit 1a	47 759 936
Fonds pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies au Mali	Crédit 1a	42 084 000
Fonds pour la réfection des jetées A et B - Base des Forces canadiennes Esquimalt	Crédit 5a	27 667 504
Fonds pour la phase de définition du projet d'extension des chasseurs pour les Forces armées canadiennes	Crédit 5a	26 426 222
Fonds pour le Système d'aéronefs télépilotés pour les Forces armées canadiennes	Crédit 5a	8 330 134
Fonds pour la phase de définition du projet des navires de combat canadiens pour les Forces armées canadiennes	Crédit 5a	3 198 293
Fonds pour améliorer la transition vers la vie civile des membres des Forces armées canadiennes, des anciens combattants et de leurs familles	Crédit 1a	664 853
Total des crédits à adopter		427 162 714
Total des crédits législatifs		36 485 870

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne pour l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord	Crédit 1a	(41 000 000)
	Crédit 10a	41 000 000

Total	
-------	--	-------

Réaffectation des ressources à l'interne pour le Programme de contributions des principes de Vancouver	Crédit 1a	(225 000)
	Crédit 10a	225 000

Total	
-------	--	-------

Total des transferts

.....

Total des dépenses budgétaires**463 648 584****Liste des paiements de transfert**

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Programme de contributions à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord : Budget militaire de l'OTAN (Programmes de l'OTAN)	100 686 170	41 000 000	141 686 170
Programme de contributions des principes de Vancouver	.....	225 000	225 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires	1 129 794 282	1 531 000	1 131 325 282
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	293 912 557	34 954 870	328 867 427

Ministère de la Santé

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	800 713 672	97 052 474	897 766 146
5a	Dépenses en capital	20 457 674	2 400 000	22 857 674
10	Subventions et contributions	1 556 438 144		1 556 438 144
15	Intégrer l'innovation à la réglementation	5 264 266		5 264 266
20	Renforcer la réponse fédérale à la crise des opioïdes au Canada	7 300 000		7 300 000
25	Présentation de l'Agence canadienne des médicaments	5 000 000		5 000 000
30	Ovarian Cancer Canada	1 000 000		1 000 000
35	Protection contre l'encéphalopathie spongiforme bovine au Canada	160 287		160 287
40	Appuyer une approche sûre et non discriminatoire pour le don de plasma	700 000		700 000
45	Institut de recherche Terry Fox	11 200 000		11 200 000
50	Créer une base de données pancanadienne sur les dons et la transplantation d'organes	500 000		500 000
Total des crédits		2 408 734 043	99 452 474	2 508 186 517
Total des postes législatifs		159 450 196	3 300 240	162 750 436
Total des dépenses budgétaires		2 568 184 239	102 752 714	2 670 936 953

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les règlements hors cour	Crédit 1a	70 000 000
Fonds pour maintenir les activités réglementaires essentielles liées aux produits thérapeutiques	Crédit 1a	27 052 474
	Crédit 5a	2 400 000
Total		29 452 474
Total des crédits à adopter		99 452 474
Total des crédits législatifs		3 300 240
Total des dépenses budgétaires		102 752 714

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Budgétaire		(dollars)	
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	107 899 605	3 300 240	111 199 845

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	143 293 915	5 084 942	148 378 857
5a	Subventions et contributions	759 205 353	26 207 094	785 412 447
10	Veiller à une meilleure préparation et intervention pour la gestion des catastrophes	472 725	.....	472 725
15	Protéger les infrastructures essentielles du Canada contre les cybermenaces	1 773 000	.....	1 773 000
20	Protéger la sécurité nationale du Canada	330 066	.....	330 066
25	Protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle en ligne	120 678	.....	120 678
30	Protéger les lieux de rassemblement communautaires contre les crimes motivés par la haine	2 000 000	.....	2 000 000
35	Renforcer le régime canadien du recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes	1 009 036	.....	1 009 036
Total des crédits		908 204 773	31 292 036	939 496 809
Total des postes législatifs		15 962 793	410 463	16 373 256
Total des dépenses budgétaires		924 167 566	31 702 499	955 870 065

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour prendre des mesures visant à lutter contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (poste horizontal)	Crédit 5a	9 713 824
Fonds pour renforcer la capacité de lutte contre la conduite avec facultés affaiblies par la drogue (poste horizontal)	Crédit 5a	9 193 270
Fonds pour faire progresser la nouvelle Stratégie nationale de cybersécurité	Crédit 1a	2 634 851
	Crédit 5a	2 300 000
Total		4 934 851
Fonds pour l'établissement d'un service national téléphonique concernant la traite des personnes	Crédit 1a	315 653
	Crédit 5a	2 500 000
Total		2 815 653
Fonds pour appuyer la réponse de la Croix-Rouge canadienne aux inondations printanières de 2019 au Canada (ce poste a reçu des fonds du crédit 5 du Conseil du Trésor - Dépenses éventuelles du gouvernement)	Crédit 5a	2 500 000
Fonds pour le Programme de protection des passagers (poste horizontal)	Crédit 1a	1 677 513

Fonds pour la Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes (poste horizontal)	Crédit 1a	456 925
Total des crédits à adopter		31 292 036
Total des crédits législatifs		410 463
Total des dépenses budgétaires		31 702 499

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention à la Croix Rouge canadienne à l'appui des opérations de secours en cas d'inondation de 2019	.....	2 500 000	2 500 000
Programme de coopération en matière de cybersécurité	.....	1 150 000	1 150 000
Contributions			
Programme de contribution pour combattre les crimes graves et le crime organisé	19 726 764	11 693 270	31 420 034
Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs	20 867 891	9 713 824	30 581 715
Programme de coopération en matière de cybersécurité	.....	1 150 000	1 150 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15 787 393	410 463	16 197 856

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	1 848 814 905	..... 26 832 564	1 875 647 469
5a	Dépenses en capital	128 423 651	..... 544 800	128 968 451
10a	Subventions et contributions	4 427 909 964	..... 538 115 990	4 966 025 954
15	Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions	68 874 000	..... ..	68 874 000
20	Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs	1	..... ..	1
30	Administration des nouvelles mesures liées aux accords de libre-échange et aux mesures de sauvegarde de l'acier	11 446 936	..... ..	11 446 936
35	Protéger la sécurité nationale du Canada	443 260	..... ..	443 260
40	Protéger la démocratie	104 280	..... ..	104 280
45	Renouveler la Stratégie du Canada au Moyen-Orient	2 021 487	..... ..	2 021 487
50	Renforcer le leadership mondial du Canada dans l'Arctique	6 133 109	..... ..	6 133 109
Total des crédits		6 494 171 593	..... 565 493 354	7 059 664 947
Total des postes législatifs		346 591 375	..... 1 083 697	347 675 072
Total des dépenses budgétaires		6 840 762 968	..... 566 577 051	7 407 340 019
Dépenses non budgétaires				
Crédits				
L25	Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Souscription au capital	1	..... ..	1
Total des crédits		1	..... ..	1
Total des postes législatifs		17 000 000	..... ..	17 000 000
Total des dépenses non budgétaires		17 000 001	..... ..	17 000 001

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds pour aider les pays en développement à lutter contre les effets des changements climatiques	Crédit 10a	296 000 000
Fonds pour le compte de crise en vertu du mécanisme de décaissement rapide du compte de crise de l'enveloppe d'aide internationale	Crédit 10a	175 590 000
Fonds pour mettre en œuvre le programme d'aide internationale féministe	Crédit 1a	2 859 899
	Crédit 10a	53 700 000
Total		56 559 899
Fonds pour la participation du Canada à l'EXPO 2020 à Dubaï, aux Émirats arabes unis	Crédit 1a	20 757 713
Fonds pour soutenir l'opération IMPACT au moyen de la stratégie du Canada au Moyen-Orient	Crédit 10a	11 825 990
Fonds pour la Stratégie en matière d'éducation internationale (poste horizontal)	Crédit 1a	2 280 519
	Crédit 10a	1 000 000
Total		3 280 519
Fonds pour la responsabilité sociale des entreprises canadiennes qui exercent des activités à l'étranger	Crédit 1a	893 354
Fonds pour la construction du Haut-commissariat du Canada à Colombo, au Sri Lanka	Crédit 1a	41 079
	Crédit 5a	544 800
Total		585 879
Total des crédits à adopter		565 493 354
Total des crédits législatifs		1 083 697
Total des dépenses budgétaires		566 577 051

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation multilatérale	2 266 746 107	175 590 000	2 442 336 107
Contributions			
Contributions du programme d'aide au développement international pour la programmation multilatérale	77 810 000	349 700 000	427 510 000
Contributions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	4 900 000	11 825 990	16 725 990
Contributions dans le domaine des relations avec les universités	4 587 627	1 000 000	5 587 627

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	113 336 527	1 083 697	114 420 224

Ministère des Anciens Combattants

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	1 149 639 957	.....	115 476 233	1 265 116 190
5a Subventions et contributions	3 212 716 474	.....	741 968 100	3 954 684 574
10 Soutenir les familles des vétérans	30 000 000	.....	.....	30 000 000
15 Commémorer les vétérans du Canada	30 000	.....	.....	30 000
20 Centre Juno Beach	.....	.....	.....	.....
25 Rendre hommage aux vétérans métis	.....	.....	.....	.....
30 Soutenir la recherche sur la santé des militaires et des vétérans	141 143	.....	.....	141 143
35 Soutenir les vétérans à mesure qu'ils font la transition vers la vie civile après le service	1 664 894	.....	.....	1 664 894
Total des crédits	4 394 192 468	.....	857 444 333	5 251 636 801
Total des postes législatifs	39 091 478	.....	153 080	39 244 558
Total des dépenses budgétaires	4 433 283 946	.....	857 597 413	5 290 881 359

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les programmes et les services axés sur la demande qui offrent un soutien aux anciens combattants admissibles et à leurs familles	Crédit 5a	676 868 100
Fonds pour l'entente de règlement définitive du recours collectif Toth	Crédit 1a	100 955 406
Fonds pour le rajustement des prestations d'invalidité (poste horizontal)	Crédit 5a	65 100 000
Fonds pour poursuivre la mise en œuvre de l'initiative Pension à vie	Crédit 1a	14 520 827
Total des crédits à adopter		857 444 333
Total des crédits législatifs		153 080
Total des dépenses budgétaires		857 597 413

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Indemnité pour souffrance et douleur	685 114 000	428 936 000	1 114 050 000
Prestation de remplacement du revenu	627 950 000	169 350 000	797 300 000
Pensions d'invalidité et de décès, y compris les pensions accordées en vertu de l'ordonnance sur l'indemnisation des employés civils (Guerre) de l'État, C.P. 45/8848 du 22 novembre 1944, qui sont régies par les dispositions de la <i>Loi sur les pensions</i> ; indemnisation pour les anciens prisonniers de guerre en vertu de la <i>Loi sur les pensions</i> ; et allocations spéciales dans le cas de Terre-Neuve	1 155 817 000	96 847 100	1 252 664 100
Indemnité supplémentaire pour souffrance et douleur	102 367 000	29 613 000	131 980 000
Paiement de prestation de retraite supplémentaire	53 793 000	13 937 000	67 730 000
Allocation de reconnaissance pour aidant	7 070 000	2 857 000	9 927 000
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	11 772 000	228 000	12 000 000
Indemnité pour blessure grave	900 000	200 000	1 100 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	38 806 778	153 080	38 959 858

Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1 Dépenses de fonctionnement	47 515 980	.....	.....	47 515 980
5a Subventions et contributions	63 573 977	.....	2 000 000	65 573 977
10 Favoriser l'égalité des sexes	349 233	.....	.....	349 233
Total des crédits	111 439 190	.....	2 000 000	113 439 190
Total des postes législatifs	4 500 987	.....	.....	4 500 987
Total des dépenses budgétaires	115 940 177	.....	2 000 000	117 940 177

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour renforcer les capacités des organismes LGBTQ2

Crédit 5a

2 000 000

Total des crédits à adopter

2 000 000

Total des dépenses budgétaires

2 000 000

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Promotion de l'égalité des sexes, de l'orientation sexuelle, de l'identité et de l'expression de genre	1 560 000	1 560 000
Contributions			
Promotion de l'égalité des sexes, de l'orientation sexuelle, de l'identité et de l'expression de genre	440 000	440 000

Ministère des Finances

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses du programme	102 329 198	..... 4 444 093	106 773 291
5	Autorisation pour le montant de l'aide en paiements directs à l'Association internationale de développement conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>	1	.....	1
10	Créer un conseil de gouvernance de l'Agence de la consommation en matière du Canada	444 400	.....	444 400
15	Protéger les régimes de pension des Canadiens	150 000	.....	150 000
20	Renforcer le régime canadien de la lutte contre le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes	164 730	.....	164 730
Total des crédits		103 088 329	..... 4 444 093	107 532 422
Total des postes législatifs		98 865 623 219	..... 258 947	98 865 882 166
Total des dépenses budgétaires		98 968 711 548	..... 4 703 040	98 973 414 588
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs		51 400 000	.....	51 400 000
Total des dépenses non budgétaires		51 400 000	.....	51 400 000

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour renforcer les capacités d'analyse	Crédit 1a	3 114 770
Fonds pour les consultations avec les Premières Nations Tsimshian	Crédit 1a	1 100 000
Fonds pour les opérations statistiques	Crédit 1a	229 323
Total des crédits à adopter		4 444 093
Total des crédits législatifs		258 947
Total des dépenses budgétaires		4 703 040

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Financement des capacités pour les Premières Nations Tsimshian	1 100 000	1 100 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 363 916	258 947	12 622 863

Ministère des Pêches et des Océans

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	1 784 287 411	.....	209 489 626	1 993 777 037
5a Dépenses en capital	1 067 886 491	.....	68 279 286	1 136 165 777
10a Subventions et contributions	297 946 191	.....	78 124 005	376 070 196
15 Intervention en matière de sécurité maritime du Canada	1 570 572	.....	.....	1 570 572
20 Pêches et Océans Canada - Faire progresser la réconciliation	796 299	.....	.....	796 299
Total des crédits	3 152 486 964	.....	355 892 917	3 508 379 881
Total des postes législatifs	157 200 436	.....	8 512 917	165 713 353
Total des dépenses budgétaires	3 309 687 400	.....	364 405 834	3 674 093 234

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour faire avancer la réconciliation concernant les enjeux de droits ancestraux et des pêches (poste horizontal)	Crédit 1a	81 165 431
	Crédit 10a	50 693 520
Total		131 858 951
Fonds pour des projets de restructuration de la flotte de la Garde côtière canadienne	Crédit 1a	17 181 943
	Crédit 5a	54 870 420
Total		72 052 363
Fonds pour renforcer la protection de l'environnement et répondre aux préoccupations soulevées par les groupes autochtones au sujet du projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain	Crédit 1a	17 759 766
	Crédit 5a	3 900 000
	Crédit 10a	22 187 485
Total		43 847 251
Fonds pour acquérir des navires hauturiers de sciences halieutiques	Crédit 1a	39 753 261
Fonds pour respecter les engagements internationaux dans le cadre du Traité sur le saumon du Pacifique renouvelé	Crédit 1a	12 089 854
	Crédit 5a	2 700 000
	Crédit 10a	1 743 000
Total		16 532 854

Fonds pour mettre en œuvre un cadre de leadership du Canada concernant les océans internationaux	Crédit 1a	11 234 470
	Crédit 5a	1 045 000
	Crédit 10a	3 250 000
Total		15 529 470
Fonds pour mettre en œuvre les dispositions relatives aux stocks de poissons dans la <i>Loi sur les pêches</i> (Énoncé économique de l'automne 2018)	Crédit 1a	13 115 450
Fonds pour développer la prochaine génération de navires de la Garde côtière canadienne	Crédit 1a	9 552 687
Fonds pour protéger l'épaulard résident du Sud (poste horizontal)	Crédit 1a	6 061 684
	Crédit 5a	1 115 500
	Crédit 10a	50 000
Total		7 227 184
Fonds pour le projet de brise-glaces de la Garde côtière canadienne	Crédit 1a	129 037
	Crédit 5a	4 539 366
Total		4 668 403
Fonds pour une entente sur les répercussions et les avantages pour les Inuits (poste horizontal)	Crédit 1a	600 954
	Crédit 5a	109 000
	Crédit 10a	200 000
Total		909 954
Fonds pour les accords de financement budgétaire liés aux ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale (poste horizontal)	Crédit 1a	694 951
Fonds pour réduire la pollution plastique (poste horizontal)	Crédit 1a	150 138
Total des crédits à adopter		355 892 917
Total des crédits législatifs		8 512 917
Total des dépenses budgétaires		364 405 834

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	245 500	50 000	295 500
Contributions			
Contributions à l'appui des accords de réconciliation autochtones	. . . . .	50 693 520	50 693 520
Contributions pour la participation des Autochtones à la gestion du poisson et l'habitat du poisson	9 048 578	12 350 000	21 398 578
Programme de contributions à l'appui du patrimoine naturel pour le Canada par l'entremise du Fonds canadien pour la nature pour les espèces et les habitats aquatiques	14 634 898	5 000 000	19 634 898
Programme de contributions pour la participation communautaire et l'élaboration conjointe	. . . . .	4 250 000	4 250 000
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	487 487	2 950 000	3 437 487
Contributions en vertu du Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques	18 713 799	1 743 000	20 456 799
Programme de contribution aux sciences marines et d'eaux douces	26 201 920	637 485	26 839 405
Programme de contribution de gestion des océans afin d'appuyer le développement et la mise en œuvre des activités de gestion de la conservation des océans	505 000	450 000	955 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	157 112 736	8 512 917	165 625 653

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	3 120 554 054	87 505 898	3 208 059 952
5a	Dépenses en capital	5 460 756	838 710	6 299 466
10a	Subventions et contributions	2 700 847 121	185 789 393	2 886 636 514
30	Amélioration des consultations auprès des Autochtones et de la capacité de soutien	1 500 000		1 500 000
35	Honorer les enfants disparus des pensionnats	7 758 176		7 758 176
45	Plus de branchement = plus d'électricité abordable	6 000 000		6 000 000
50	Appuyer le développement des entreprises autochtones	25 777 783		25 777 783
55	Des collectivités arctiques et nordiques dynamiques	5 000 000		5 000 000
Total des crédits		5 872 897 890	274 134 001	6 147 031 891
Total des postes législatifs		.....	30 032	30 032
Total des dépenses budgétaires		5 872 897 890	274 164 033	6 147 061 923
Dépenses non budgétaires				
Crédits				
L15	Prêts à des revendicateurs autochtones	24 960 346		24 960 346
L20	Prêts aux Premières Nations de la Colombie-Britannique	30 400 000		30 400 000
Total des dépenses non budgétaires		55 360 346		55 360 346

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le renouvellement de 25 accords de financement budgétaire liés aux ententes sur autochtones autonomes (ce poste a reçu des fonds du crédit 5 du Conseil du Trésor - Dépenses éventuelles du gouvernement)	Crédit 10a	94 930 018
Fonds pour la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens	Crédit 1a	53 220 900
Fonds pour faire avancer la réconciliation concernant les enjeux de droits ancestraux et des pêches (poste horizontal)	Crédit 10a	36 960 000
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (poste horizontal)	Crédit 1a	9 937 857
	Crédit 10a	24 951 569
Total		34 889 426
Fonds pour le règlement concernant la rafle des années 1960	Crédit 1a	17 940 328

Fonds pour les accords de financement budgétaire liés aux ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale (poste horizontal)	Crédit 1a	117 800
	Crédit 10a	17 741 822
Total		17 859 622
Fonds pour le règlement des revendications particulières	Crédit 10a	8 736 057
Fonds pour le projet de la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	Crédit 1a	2 822 434
	Crédit 5a	838 710
Total		3 661 144
Fonds pour les règlements hors cours	Crédit 1a	1 975 000
Fonds pour les services de soutien internes	Crédit 1a	1 372 859
Fonds pour l'Initiative Nanilavut	Crédit 10a	1 042 202
Fonds pour appuyer de la ratification de l'entente sur la gouvernance de la Nation Anishinabek	Crédit 10a	930 800
Fonds pour réduire la pollution plastique (poste horizontal)	Crédit 1a	118 720
	Crédit 10a	220 000
Total		338 720
Fonds pour l'évaluation d'impact et les processus réglementaires	Crédit 10a	276 925
Total des crédits à adopter		274 134 001
Total des crédits législatifs		30 032
Total des dépenses budgétaires		274 164 033

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale et autres ententes visant à régler les droits découlant de l'article 35	145 212 323	145 212 323
Subventions aux Premières Nations pour le règlement de revendications particulières négocié par le Canada ou imposé par le Tribunal des revendications particulières, et aux groupes autochtones pour le règlement des revendications spéciales	8 736 057	8 736 057
Contributions			
Contributions pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord, ainsi que le développement scientifique des peuples autochtones et du Nord	25 448 494	25 448 494
Contributions pour appuyer la négociation et la mise en œuvre d'ententes ou d'initiatives de traités, de revendications et d'autonomie gouvernementale	5 350 317	5 350 317
Contributions pour promouvoir le développement social et politique dans le Nord et pour les résidents du Nord	1 042 202	1 042 202

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	30 032	30 032

Ministère des Services aux Autochtones

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	2 154 833 973	..... 14 062 240	2 168 896 213
5	Dépenses en capital	11 755 056	.....	11 755 056
10a	Subventions et contributions	10 386 751 508	..... 18 531 900	10 405 283 408
15	De meilleurs renseignements aux fins de meilleurs services	4 279 699	.....	4 279 699
20	Poursuivre la mise en œuvre du principe de Jordan	4 690 991	.....	4 690 991
25	Soutien à la gouvernance de base des Premières Nations	24 000 000	.....	24 000 000
30	Veiller à une meilleure préparation et intervention pour la gestion des catastrophes	91 404	.....	91 404
35	Sur la bonne voie pour éliminer les avis d'ébullition d'eau dans les réserves	.....	.....	.....
40	Améliorer l'aide à l'autonomie et les soins de longue durée	5 316 600	.....	5 316 600
45	Améliorer l'intervention en cas d'urgence dans les réserves	547 334	.....	547 334
50	Des endroits sûrs et accessibles pour les Autochtones en milieu urbain	3 700 000	.....	3 700 000
55	Soutenir les études postsecondaires des Autochtones	4 544 060	.....	4 544 060
60	Soutenir les enfants inuits	.....	.....	.....
65	Soutenir la Stratégie nationale de prévention du suicide chez les Inuits	5 000 000	.....	5 000 000
Total des crédits		12 605 510 625	..... 32 594 140	12 638 104 765
Total des postes législatifs		126 291 644	..... 185 830	126 477 474
Total des dépenses budgétaires		12 731 802 269	..... 32 779 970	12 764 582 239

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les services de soutien internes	Crédit 1a	10 777 536
Fonds pour la gestion des urgences dans les réserves	Crédit 1a	532 213
	Crédit 10a	7 615 938
Total		8 148 151
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (poste horizontal)	Crédit 10a	6 790 020
Fonds pour promouvoir l'accès au transport en commun pour les Canadiens vulnérables à la suite de la réduction des services de Greyhound Canada en 2018	Crédit 10a	3 000 000

Fonds pour accroître la participation des entreprises inuites au processus d'appel d'offres pour les marchés publics et les possibilités d'affaires dans la région du Nunavut (poste horizontal)	Crédit 1a	858 131
	Crédit 10a	1 125 942
Total		1 984 073
Fonds pour régler les iniquités fondées sur le sexe relativement à l'inscription au Registre des Indiens	Crédit 1a	1 378 542
Fonds pour le Programme de soutien en santé Résolution des questions des pensionnats indiens	Crédit 1a	515 818
Total des crédits à adopter		32 594 140
Total des crédits législatifs		185 830
Total des dépenses budgétaires		32 779 970

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions pour appuyer la construction et l'entretien des infrastructures communautaires	1 715 162 130	7 615 938	1 722 778 068
Contributions versées aux Premières Nations pour la gestion de sites contaminés	.....	6 790 020	6 790 020
Contributions pour appuyer la gestion des terres et le développement économique	.....	4 125 942	4 125 942

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	65 115 871	185 830	65 301 701

Ministère des Transports

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements (dollars)		
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1a	Dépenses de fonctionnement	748 617 508	3 000 000	1 616 888	753 234 396
5	Dépenses en capital	166 012 796	.....	.....	166 012 796
10a	Subventions et contributions – Réseau de transport efficace	605 097 864	.....	6 965 510	612 063 374
15a	Subventions et contributions – Réseau de transport écologique et novateur	211 454 806	.....	200 093 768	411 548 574
20a	Subventions et contributions – Réseau de transport sûr et sécuritaire	33 797 681	.....	15 192 044	48 989 725
25	Intégrer l'innovation à la réglementation	767 403	.....	.....	767 403
30	Intervention en matière de sécurité maritime du Canada	300 608	.....	.....	300 608
35	Offrir un meilleur service aux passagers du transport aérien	1 035 350	.....	.....	1 035 350
40	Encourager les Canadiens à utiliser des véhicules à émission zéro	275 000	.....	.....	275 000
45	Protéger les infrastructures essentielles du Canada contre les cybermenaces	2 147 890	.....	.....	2 147 890
50	Transport routier et ferroviaire sécuritaire	11 081 897	.....	.....	11 081 897
Total des crédits		1 780 588 803	3 000 000	223 868 210	2 007 457 013
Total des postes législatifs		218 984 001	.....	234 383	219 218 384
Total des dépenses budgétaires		1 999 572 804	3 000 000	224 102 593	2 226 675 397

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le Programme de véhicules zéro émission (ce poste a reçu des fonds du crédit 5 du Conseil du Trésor – Dépenses éventuelles du gouvernement)	Crédit 15a	165 481 919
Fonds pour le réseau de transport écologique et novateur pour répondre aux priorités autochtones en matière de sécurité maritime au sujet du projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain	Crédit 15a	31 500 000
Fonds pour le Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire	Crédit 20a	10 493 976
Fonds pour le Programme de paiements de transfert pour la sécurité routière	Crédit 20a	4 698 068
Fonds pour le Programme de contributions pour les services de traversier	Crédit 10a	4 439 465
Fonds pour le Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	Crédit 10a	2 526 045
Fonds pour protéger l'épaulard résident du Sud (poste horizontal)	Crédit 15a	1 500 000
Fonds pour le Programme de protection des passagers (poste horizontal)	Crédit 1a	1 102 170
Fonds pour appuyer l'Initiative d'adaptation des transports dans le Nord	Crédit 15a	813 895

Fonds pour une entente sur les répercussions et les avantages pour les Inuits (poste horizontal)	Crédit 1a	514 718
	Crédit 15a	36 000
Total		550 718
Fonds pour le Programme de promotion pour l'innovation en matière de transport	Crédit 15a	528 419
Fonds pour l'Initiative de transports propres	Crédit 15a	233 535
Total des crédits à adopter		223 868 210
Total des crédits législatifs		234 383
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien au ministère des Transports pour offrir un meilleur service aux passagers du transport aérien	Crédit 1a	3 000 000
Total des transferts		3 000 000
Total des dépenses budgétaires		227 102 593

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Programme d'incitatifs pour l'utilisation de véhicules zéro émission	.....	165 481 919	165 481 919
Subventions à l'appui des transports propres	600 000	83 535	683 535
Programme visant à favoriser la réconciliation avec les peuples autochtones	3 000 000	36 000	3 036 000
Contributions			
Programme de démonstration de la technologie des pétroliers de brut	.....	30 000 000	30 000 000
Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire	11 645 000	10 493 976	22 138 976
Programme de paiements de transfert pour la sécurité routière	4 442 681	4 698 068	9 140 749
Programme de contributions aux services de traversier	44 369 654	4 439 465	48 809 119
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	38 000 000	2 526 045	40 526 045
Programme d'atténuation des perturbations liées au trafic maritime	.....	1 500 000	1 500 000
Programme pour la protection des côtes et voies navigables à travers le Canada	51 733 868	1 500 000	53 233 868
Contributions pour appuyer l'Initiative d'adaptation des transports dans le Nord	1 045 000	813 895	1 858 895
Contribution à l'avancement de l'innovation dans les transports	674 000	528 419	1 202 419
Contributions à l'appui des transports propres	150 000	150 000	300 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	88 452 508	234 383	88 686 891

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	2 434 222 162	90 426 302	2 524 648 464
5a	Dépenses en capital	1 297 562 410	103 760 085	1 401 322 495
10	Programme de certification des coûts et des profits	852 323		852 323
15	S'assurer que les fonctionnaires reçoivent le paiement qui convient	71 193 744		71 193 744
20	Améliorer les points de passage dans la région de la capitale du Canada	.....	.....	.....
25	Projet de transformation des systèmes de sécurité industrielle	390 786		390 786
30	Maintien des niveaux de service du Programme des marchandises contrôlées	588 006		588 006
35	Financement des immobilisations prévisible	102 359 779		102 359 779
40	Travaux de réparation et d'entretien de biens immobiliers	275 000 000		275 000 000
	Total des crédits	4 182 169 210	194 186 387	4 376 355 597
	Total des postes législatifs	178 882 312	2 526 064	181 408 376
	Total des dépenses budgétaires	4 361 051 522	196 712 451	4 557 763 973

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour l'Initiative fédérale sur l'infrastructure scientifique et technologique	Crédit 1a	65 122 685
	Crédit 5a	29 747 156
Total		94 869 841
Fonds pour le système de paye du gouvernement	Crédit 1a	18 196 702
	Crédit 5a	20 808 429
Total		39 005 131
Fonds pour réhabiliter le complexe Les Terrasses de la Chaudière à Gatineau, au Québec	Crédit 1a	1 764 086
	Crédit 5a	33 517 644
Total		35 281 730
Fonds pour le projet de réhabilitation de l'Édifice commémoratif de l'Ouest	Crédit 1a	2 397 687
	Crédit 5a	19 686 856
Total		22 084 543

Fonds pour réduire la pollution plastique (poste horizontal)	Crédit 1a	1 423 000
Fonds pour accroître la participation des entreprises inuites au processus d'appel d'offres pour les marchés publics et les possibilités d'affaires dans la région du Nunavut (poste horizontal)	Crédit 1a	1 102 057
Fonds pour la Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes (poste horizontal)	Crédit 1a	420 085
Total des crédits à adopter		194 186 387
Total des crédits législatifs		2 526 064
Total des dépenses budgétaires		196 712 451

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	159 222 408	2 526 064	161 748 472

Ministère du Patrimoine canadien

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	203 521 301	208 965 9 311 841	213 042 107
5a	Subventions et contributions	1 272 919 174	3 761 500 54 586 357	1 331 267 031
10	Assurer la sécurité et la santé du système sportif	.....	.....	.....
15	Élargir le soutien pour les artistes et les événements culturels	67 305	.....	67 305
20	Inclusion des Canadiens ayant une déficience visuelle ou autre déficience de lecture des imprimés	93 368	.....	93 368
25	Adopter une nouvelle stratégie de lutte contre le racisme	261 313	.....	261 313
30	Journée nationale de vérité et de réconciliation	35 735	.....	35 735
35	Protéger la démocratie	279 489	.....	279 489
40	Préserver, promouvoir et revitaliser les langues autochtones	106 004	.....	106 004
	Total des crédits	1 477 283 689	3 970 465 63 898 198	1 545 152 352
	Total des postes législatifs	27 110 893	..... 152 489	27 263 382
	Total des dépenses budgétaires	1 504 394 582	3 970 465 64 050 687	1 572 415 734

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour l'éducation en langue minoritaire au Canada	Crédit 5a	15 000 000
Fonds pour appuyer le journalisme local	Crédit 5a	10 000 000
Fonds pour appuyer le sport autochtone	Crédit 1a	512 384
	Crédit 5a	8 880 615
Total		9 392 999
Fonds pour renforcer le multiculturalisme et relever les défis auxquels sont confrontés les Canadiens de race noire	Crédit 1a	561 521
	Crédit 5a	6 955 742
Total		7 517 263
Fonds pour le Centre Harbourfront	Crédit 5a	7 500 000
Fonds pour l'Initiative de modernisation des subventions et des contributions	Crédit 1a	6 383 746
Fonds pour une plateforme numérique francophone	Crédit 1a	91 565
	Crédit 5a	6 000 000
Total		6 091 565

Fonds pour les services de sécurité durant les activités de la fête du Canada	Crédit 1a	1 762 625
Fonds pour Pride Toronto	Crédit 5a	250 000
Total des crédits à adopter		63 898 198
Total des crédits législatifs		152 489
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social à diverses organisations pour la Stratégie emploi et compétences jeunesse	Crédit 1a	208 965
	Crédit 5a	3 761 500
Total		3 970 465
Total des transferts		3 970 465
Total des dépenses budgétaires		68 021 152

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour le Programme de soutien aux communautés, au multiculturalisme, et à la lutte contre le racisme	9 656 352	3 571 593	13 227 945
Contributions			
Contributions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle	224 841 079	15 600 000	240 441 079
Contributions à l'appui de l'Initiative de journalisme local	.....	10 000 000	10 000 000
Contributions au Programme de soutien au sport	162 211 064	8 880 615	171 091 679
Contribution au Harbourfront Centre	5 000 000	7 500 000	12 500 000
Contributions à TV5	2 960 900	6 000 000	8 960 900
Contributions pour le Programme de soutien aux communautés, au multiculturalisme, et à la lutte contre le racisme	8 021 316	3 384 149	11 405 465
Contributions en vertu du Programme d'aide aux musées	14 051 884	2 561 500	16 613 384
Contributions à l'appui du programme Mise en valeur des langues officielles	113 623 289	600 000	114 223 289
Contributions à l'appui du Programme des célébrations et commémorations	2 494 367	250 000	2 744 367

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	24 920 493	152 489	25 072 982

Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	5 866 751	5 866 751
5a Subventions et contributions	3 250 000	3 250 000
Total des crédits	9 116 751	9 116 751
Total des postes législatifs	774 439	774 439
Total des dépenses budgétaires	9 891 190	9 891 190

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour établir l'organisation	Crédit 1a	5 866 751
Fonds pour l'initiative Canada accessible	Crédit 5a	3 250 000
Total des crédits à adopter		9 116 751
Total des crédits législatifs		774 439
Total des dépenses budgétaires		9 891 190

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Avancement de la recherche sur les normes d'accessibilité	1 625 000	1 625 000
Contributions			
Avancement de la recherche sur les normes d'accessibilité	1 625 000	1 625 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	774 439	774 439

Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	3 659 001	.....	18 809 325	22 468 326
Total des crédits	3 659 001	.....	18 809 325	22 468 326
Total des postes législatifs	.....	.....	714 183	714 183
Total des dépenses budgétaires	3 659 001	.....	19 523 508	23 182 509

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour établir l'agence

Crédit 1a

18 809 325**Total des crédits à adopter****18 809 325****Total des crédits législatifs****714 183****Total des dépenses budgétaires****19 523 508**

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	714 183	714 183

Secrétariat du Conseil du Trésor

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses du programme	302 163 491	..... 13 947 960	316 111 451
5	Dépenses éventuelles du gouvernement	568 952 956	.....	568 952 956
10a	Initiatives pangouvernementales	80 726 965	..... 45 750 000	126 476 965
15a	Rajustements à la rémunération	.....	..... 466 720 520	466 720 520
20	Assurances de la fonction publique	2 667 910 100	.....	2 667 910 100
25	Report du budget de fonctionnement	353 120 885	.....	353 120 885
30	Besoins en matière de rémunération	599 034 985	.....	599 034 985
35	Report du budget des dépenses en capital	83 376 345	.....	83 376 345
45	Promouvoir l'égalité entre les sexes	40 635	.....	40 635
50	S'assurer que les fonctionnaires reçoivent le paiement qui convient	4 403 889	.....	4 403 889
55	Modifications apportées au Régime de soins dentaires de la fonction publique fédérale	.....	.....	.....
Total des crédits		4 659 730 251	..... 526 418 480	5 186 148 731
Total des postes législatifs		33 498 313	..... 816 087	34 314 400
Total des dépenses budgétaires		4 693 228 564	..... 527 234 567	5 220 463 131

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les rajustements à la rémunération – Virements aux ministères et aux organismes pour des rajustements salariaux négociés	Crédit 15a	466 720 520
Fonds pour conclure une entente visant à indemniser les employés actuels et anciens de l'administration publique centrale pour les dommages reliés au système de paye de Phénix	Crédit 10a	44 000 000
Fonds pour le projet de solution de gestions des finances et du matériel du gouvernement du Canada	Crédit 1a	4 892 389
Fonds pour le financement à l'appui d'une fonction publique saine, diversifiée et inclusive	Crédit 1a	3 923 705
Fonds pour le Centre d'innovation en matière de réglementation et le Fonds de capacité	Crédit 1a	1 314 847
	Crédit 10a	1 750 000
Total		3 064 847
Fonds pour régler les réclamations qui découlent de l'Entente de règlement du recours collectif White	Crédit 1a	2 819 022
Fonds pour accroître la participation des entreprises inuites au processus d'appel d'offres pour les marchés publics et les possibilités d'affaires dans la région du Nunavut (poste horizontal)	Crédit 1a	672 315
Fonds pour le Programme de soutien au mieux-être des employés	Crédit 1a	325 682

Total des crédits à adopter	526 418 480
Total des crédits législatifs	816 087
Total des dépenses budgétaires	527 234 567

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Programme de soutien d'initiatives stratégiques et de recherche	250 000	250 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	33 410 613	816 087	34 226 700

Service correctionnel du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	2 119 890 653	7 088 756	64 822 639	2 191 802 048
5 Dépenses en capital	194 810 912	(7 088 756)	.....	187 722 156
10 Soutien au Service correctionnel du Canada	95 005 372	.....	.....	95 005 372
Total des crédits	2 409 706 937	.....	64 822 639	2 474 529 576
Total des postes législatifs	234 334 808	.....	5 329 086	239 663 894
Total des dépenses budgétaires	2 644 041 745	.....	70 151 725	2 714 193 470

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le diagnostic proactif, l'intervention ciblée et traitement des détenus	Crédit 1a	43 222 639
Fonds pour appuyer diverses exigences opérationnelles	Crédit 1a	21 600 000

Total des crédits à adopter **64 822 639**

Total des crédits législatifs **5 329 086**

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne afin de répondre à la définition commune du crédit pour dépenses en capital pour les services d'informatique en nuage	Crédit 1a	4 070 000
	Crédit 5	(4 070 000)

Total

Réaffectation des ressources à l'interne afin de soutenir la modernisation du Système de gestion des délinquants	Crédit 1a	3 018 756
	Crédit 5	(3 018 756)

Total

Total des transferts **.....**

Total des dépenses budgétaires **70 151 725**

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Budgétaire		(dollars)	
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	234 334 808	5 329 086	239 663 894

Services partagés Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	1 641 863 723	(41 059 716)	133 779 558	1 734 583 565
5a Dépenses en capital	278 453 342	41 059 716	101 466 060	420 979 118
10 Rendre les milieux de travail du gouvernement fédéral plus accessibles	1 619 949	.....	.....	1 619 949
Total des crédits	1 921 937 014	.....	235 245 618	2 157 182 632
Total des postes législatifs	94 086 352	.....	570 173	94 656 525
Total des dépenses budgétaires	2 016 023 366	.....	235 815 791	2 251 839 157

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les programmes de migration de la charge de travail et d'architecture infonuagique	Crédit 1a	95 743 443
	Crédit 5a	101 466 060
Total		197 209 503

Fonds pour les investissements destinés à remplacer l'infrastructure de la technologie de l'information vieillissante	Crédit 1a	30 000 000
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------	-------------------

Fonds pour les systèmes et infrastructures informatiques de la technologie de l'information	Crédit 1a	8 036 115
---------------------------------------------------------------------------------------------	-----------	------------------

Total des crédits à adopter **235 245 618**

Total des crédits législatifs **570 173**

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne des dépenses de fonctionnement aux dépenses en capital pour le Programme de mise à jour des technologies de l'information	Crédit 1a	(41 059 716)
	Crédit 5a	41 059 716

Total **.....**

Total des transferts **.....**

Total des dépenses budgétaires **235 815 791**

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	94 086 352	570 173	94 656 525

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements (dollars)		
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1a	Remboursement en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	2 657 130 938	1 009 868	8 282 353	2 666 423 159
5	Élargir l'initiative Financement de la construction de logements locatifs	.....	.....	.....	.....
10	Instaurer l'incitatif pour les acheteurs d'une première habitation	.....	.....	.....	.....
Total des dépenses budgétaires		2 657 130 938	1 009 868	8 282 353	2 666 423 159
Dépenses non budgétaires					
Total des postes législatifs		954 899 667	.....	.....	954 899 667
Total des dépenses non budgétaires		954 899 667	.....	.....	954 899 667

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la recherche en habitation et l'initiative de données	Crédit 1a	3 800 000
Fonds pour l'Incitatif à l'achat d'une première propriété	Crédit 1a	2 782 353
Fonds pour l'approche du logement axée sur les droits de la personne	Crédit 1a	1 700 000
Total des crédits à adopter		8 282 353

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social à diverses organisations pour la Stratégie emploi et compétences jeunesse	Crédit 1a	1 009 868
Total des transferts		1 009 868

Total des dépenses budgétaires		9 292 221
---------------------------------------	--	------------------

Statistique Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	453 396 937	.....	16 132 865	469 529 802
5 Surveiller les achats de biens immobiliers canadiens	138 531	.....	.....	138 531
Total des crédits	453 535 468	.....	16 132 865	469 668 333
Total des postes législatifs	71 552 284	.....	1 198 894	72 751 178
Total des dépenses budgétaires	525 087 752	.....	17 331 759	542 419 511

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les opérations statistiques	Crédit 1a	12 126 466
Fonds pour le règlement avec les Opérations des enquêtes statistiques	Crédit 1a	3 539 858
Fonds pour lutter contre le racisme et la discrimination	Crédit 1a	466 541
Total des crédits à adopter		16 132 865
Total des crédits législatifs		1 198 894
Total des dépenses budgétaires		17 331 759

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	71 552 284	1 198 894	72 751 178

Téléfilm Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	101 878 949	.....	7 500 000	109 378 949
Total des dépenses budgétaires	101 878 949	.....	7 500 000	109 378 949

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le programme de longs métrages de langue française	Crédit 1a	7 500 000
---------------------------------------------------------------	-----------	------------------

Total des crédits à adopter		7 500 000
------------------------------------	--	------------------

Total des dépenses budgétaires		7 500 000
---------------------------------------	--	------------------

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2019-2020

Annexe

Postes devant être inclus dans les annexes proposées au
projet de loi de crédits

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits
(pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN		
1a	– Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		26 110 960
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD		
1a	– Dépenses de fonctionnement	1 583 980	
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	68 727	
			1 652 707
	BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES DU CANADA		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Contributions – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les droits d'accès à la collection et les frais de reproduction d'éléments de celle-ci; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		3 380 002
	BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ		
1a	– Dépenses du programme, y compris : a) les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues; b) les contributions relatives aux frais engagés par des personnes comparaisant devant des commissions d'enquête; c) le fonctionnement de la résidence du premier ministre. – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit: a) la formation en matière d'analyse du renseignement; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		9 900 000
	CENTRE DE LA SÉCURITÉ DES TÉLÉCOMMUNICATIONS		
1a	– Dépenses du programme – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de		19 625 378

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	CENTRE DE LA SÉCURITÉ DES TÉLÉCOMMUNICATIONS (<i>suite et fin</i>) celui-ci qui proviennent de ses activités, notamment la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
	CHAMBRE DES COMMUNES		
1a	– Dépenses du programme, notamment les paiements liés au fonctionnement des bureaux de circonscription des députés – Contributions – Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités		17 350 216
	COMMISSARIATS À L'INFORMATION ET À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DU CANADA		
1a	– Dépenses du programme – Commissariat à l'information		1 256 935
	COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE (SECTION CANADIENNE)		
1a	– Dépenses du programme – Dépenses de la section canadienne, y compris les traitements – Dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié – Dépenses faites par la Commission en vertu de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs		902 755
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
1a	– Dépenses de fonctionnement	623 880	
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	1 962 678	
			2 586 558
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		18 789 106
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	124 987 915	
5a	– Dépenses en capital	21 941 292	
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor – Contributions	121 591 200	
			268 520 407
	INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA		
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		6 758 252
	MARINE ATLANTIQUE S.C.C.		
1a	– Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion – Paiements à la société pour les dépenses en capital		3 000 000

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MARINE ATLANTIQUE S.C.C. (<i>suite et fin</i>)		
	– Paiements à la société pour les services de transport, y compris les services de transport maritime entre la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador, et les navires, terminaux et infrastructures connexes		
	MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL		
1a	– Dépenses de fonctionnement	46 327 248	
	– Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>		
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail;		
	b) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi;		
	c) tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État;		
	d) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> .		
	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	129 345 682	
	– Contributions		
	MINISTÈRE DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION		175 672 930
1a	– Dépenses de fonctionnement	15 279 493	
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme « Expérience internationale Canada », les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services		
	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5a	– Dépenses en capital	7 584 974	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
10a	MINISTÈRE DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION (<i>suite et fin</i>) – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, y compris la fourniture de biens et de services	153 173 000	176 037 467
1a	MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE – Dépenses de fonctionnement – Autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 32 283 582 335 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué tout paiement afférent à l'un ou l'autre de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 12 140 735 346 \$ deviendra payable dans les années à venir) – Autorisation de faire des dépenses ou des avances recouvrables, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, à l'égard du matériel fourni à des particuliers, des sociétés, des organismes extérieurs, d'autres ministères ou organismes fédéraux et d'autres administrations, ou des services rendus en leur nom – Paiements effectués dans le cadre : a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada; b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagés pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor. – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	184 611 357	
5a	– Dépenses en capital	242 551 357	427 162 714
1a	MINISTÈRE DE LA SANTÉ – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services – ou la vente de produits – se rattachant à la santé, au bien-être et aux activités de réglementation; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le	97 052 474	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DE LA SANTÉ <i>(suite et fin)</i>		
5a	Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> – Dépenses en capital	2 400 000	99 452 474
1a	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA PROTECTION CIVILE – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	5 084 942	
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	26 207 094	31 292 036
1a	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT – Dépenses de fonctionnement, y compris celles liées à la nomination de représentants du Canada à l'étranger, à leur personnel et aux Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux – Autorisation de faire des avances recouvrables à des organismes internationaux jusqu'à concurrence de la valeur des actions détenues au sein de ces organismes – Dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour aider des citoyens et résidents canadiens qui se trouvent en difficulté à l'étranger, y compris leurs personnes à charge, et pour rapatrier ces personnes – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les foires commerciales et éducatives; b) les publications ministérielles; c) la prestation des services suivants :	26 832 564	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<p>MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT (<i>suite et fin</i>)</p> <p>(i) la formation offerte par l'Institut canadien du service extérieur, (ii) les missions commerciales et autres services de développement du commerce international, (iii) les services de développement des investissements, (iv) les services de télécommunication internationale, (v) les autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, organismes, sociétés d'État et autres organisations non fédérales, (vi) les services consulaires spécialisés.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>		
5a	– Dépenses en capital	544 800	
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, y compris les paiements à d'autres fins précisées et la fourniture de biens et de services pour : a) la promotion du commerce et de l'investissement; b) l'aide humanitaire internationale et l'aide fournie en lien avec la sécurité internationale, le développement international et la paix mondiale.	538 115 990	
			565 493 354
	<p>MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS</p>		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Dépenses afférentes à l'entretien des biens immeubles ou biens réels, y compris celles relatives à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible au bien ainsi que le paiement des taxes, assurances et services publics – Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, les dépenses afférentes : a) aux travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des défauts dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables; b) à tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder le droit ou l'intérêt que le directeur possède à l'égard de ces propriétés. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	115 476 233	
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant	741 968 100	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<p>MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS (<i>suite et fin</i>)</p> <p>inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor</p> <p>– Contributions</p>		857 444 333
5a	<p>MINISTÈRE DES FEMMES ET DE L'ÉGALITÉ DES GENRES</p> <p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice</p> <p>– Contributions</p>		2 000 000
1a	<p>MINISTÈRE DES FINANCES</p> <p>– Dépenses du programme</p> <p>– Contributions</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>		4 444 093
1a	<p>MINISTÈRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS</p> <p>– Dépenses de fonctionnement</p> <p>– Participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches</p> <p>– Autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches</p> <p>– Autorisation de faire des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés</p> <p>– Autorisation de faire des avances recouvrables pour des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis à des particuliers, à des organismes indépendants et à d'autres gouvernements en lien avec l'exercice de sa compétence en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et à la navigation maritime</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p>a) les activités de la Garde côtière canadienne;</p> <p>b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable</p>	209 489 626	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS <i>(suite et fin)</i>		
	annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5a	– Dépenses en capital	68 279 286	
	– Autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités et à des autorités locales ou privées à titre de contributions à des travaux de construction entrepris par ces administrations ou autorités		
10a	– Autorisation d'acheter des bateaux de pêche commerciale et d'en disposer	78 124 005	
	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	– Contributions		355 892 917
	MINISTÈRE DES RELATIONS COURONNE-AUTOCHTONES ET DES AFFAIRES DU NORD		
1a	– Dépenses de fonctionnement	87 505 898	
	– Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel		
	– Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci		
	– Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel		
	– Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement		
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5a	– Dépenses en capital	838 710	
	– Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être transférés :		
	a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil;		
	b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Relations Couronne-Autochtones.		
	– Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral		
	– Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DES RELATIONS COURONNE-AUTOCHTONES ET DES AFFAIRES DU NORD (<i>suite et fin</i>)		
10a	des routes et ouvrages connexes – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	185 789 393	
			274 134 001
	MINISTÈRE DES SERVICES AUX AUTOCHTONES		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel – Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci – Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel – Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	14 062 240	
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services	18 531 900	
			32 594 140
	MINISTÈRE DES TRANSPORTS		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux dans le cadre de l'exercice d'une compétence en matière d'aéronautique – Autorisation de payer des commissions pour le recouvrement de revenus en vertu de la <i>Loi sur l'aéronautique</i> – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	1 616 888	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DES TRANSPORTS <i>(suite et fin)</i>		
	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l’article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
10a	Subventions et contributions – Réseau de transport efficace – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice – Contributions	6 965 510	
15a	Subventions et contributions – Réseau de transport écologique et novateur – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice – Contributions	200 093 768	
20a	Subventions et contributions – Réseau de transport sûr et sécuritaire – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice – Contributions	15 192 044	
			223 868 210
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
1a	– Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux – Autorisation d’effectuer des dépenses recouvrables liées à l’application du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l’assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l’administration des biens saisis</i> – Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l’exercice qui proviennent de la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l’article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	90 426 302	
5a	– Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux – Autorisation d’effectuer des remboursements à des locataires d’immeubles fédéraux ou de biens réels fédéraux relativement à des améliorations à ceux-ci autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	103 760 085	
			194 186 387

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DU PATRIMOINE CANADIEN		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les activités de l'Institut canadien de conservation, du Réseau canadien d'information sur le patrimoine et du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens; b) les activités afférentes au programme « Expérience de la capitale »; c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	9 311 841	
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	54 586 357	
			63 898 198
	ORGANISATION CANADIENNE D'ÉLABORATION DE NORMES D'ACCESSIBILITÉ		
1a	– Dépenses de fonctionnement	5 866 751	
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	3 250 000	
			9 116 751
	SECRÉTARIAT DE L'OFFICE DE SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ NATIONALE ET DE RENSEIGNEMENT		
1a	– Dépenses du programme		18 809 325
	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR		
1a	– Dépenses du programme – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ses autres activités – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	13 947 960	
10a	Initiatives pangouvernementales	45 750 000	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR (suite et fin)		
15a	<ul style="list-style-type: none"> – Autorisation donnée au Conseil du Trésor d’augmenter tout crédit accordé pour l’exercice, pour appuyer la mise en œuvre d’initiatives entreprises dans l’administration publique fédérale en matière de gestion stratégique Rajustements à la rémunération – Autorisation donnée au Conseil du Trésor d’augmenter tout crédit accordé pour l’exercice qui peut nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d’emploi de l’administration publique fédérale, notamment la Gendarmerie royale du Canada, des membres des Forces canadiennes, des personnes nommées par le gouverneur en conseil et des employés des <i>sociétés d’État</i>, au sens du paragraphe 83(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> 	466 720 520	
			526 418 480
	SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA		
1a	<ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice – Contributions – Autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l’exercice, des activités des détenus financées par cette caisse – Autorisation d’exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de verser les recettes, au cours de l’exercice, à la Caisse de bienfaisance des détenus – Paiements, selon les conditions fixées par le gouverneur en conseil : <ul style="list-style-type: none"> a) aux détenus libérés aux prises avec une incapacité physique résultant de leur participation aux activités normales dans des établissements fédéraux ou pour le compte de tels détenus; b) aux personnes à charge de détenus – libérés ou non – décédés à la suite de leur participation à de telles activités. – Autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l’approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de toute province en vue, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> a) de l’incarcération, dans les établissements de cette province, de personnes condamnées ou transférées dans un pénitencier; b) de l’indemnisation afférente à l’entretien de ces personnes; c) du paiement des frais de construction et d’autres frais connexes de ces établissements. 		64 822 639
	SERVICES PARTAGÉS CANADA		
1a	<ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services de technologie de l’information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i>, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de ces services 	133 779 558	
5a	<ul style="list-style-type: none"> – Dépenses en capital – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses en capital engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de technologie de l’information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i> 	101 466 060	
			235 245 618

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT		
1a	– Paiements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas : a) au titre de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ; b) dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu'elle exerce en conformité avec la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i> .		8 282 353
	STATISTIQUE CANADA		
1a	– Dépenses du programme – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		16 132 865
	TÉLÉFILM CANADA		
1a	– Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>		7 500 000
			4 749 734 561

Postes devant être inclus dans l'annexe 2 proposée au projet de loi de crédits
(pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les droits – liés aux activités à la frontière – perçus pour la prestation d'un service, l'utilisation d'une installation, l'achat d'un produit ou l'exercice d'un droit ou d'un privilège; b) les paiements reçus au titre de contrats conclus par l'Agence.	17 458 140	
5a	– Dépenses en capital	45 766 511	63 224 651
	AGENCE DU REVENU DU CANADA		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Contributions – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>		21 759 344
	AGENCE PARCS CANADA		
1a	– Dépenses du programme – Dépenses en capital – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, notamment : a) les dépenses afférentes à des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral; b) les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions à l'égard des engagements assumés par ces dernières.		20 539 271
			105 523 266